

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

MÉDIAS ET PALESTINE



ACRIMED SUR BLAST



**DISPONIBLE SUR
LES SITES DE BLAST ET D'ACRIMED,
SUR YOUTUBE ET PEERTUBE**



Le 19 janvier 2025 entrain en vigueur un accord de « cessez-le-feu » entre le Hamas et l'État d'Israël. La couverture massive de cet événement a réinscrit la région à la Une alors que le génocide qui se poursuivait à Gaza était à nouveau relégué dans les tréfonds de l'actualité, si l'on excepte la parenthèse des commémorations du 7 octobre, à l'automne 2024. Conformément aux tendances que nous observons depuis maintenant un an et demi, cette séquence a reconduit les angles morts et doubles standards ordinaires. D'une part, les médias dominants ne se sont guère souciés du sort des 80 Palestiniens tués par Israël à Gaza dans les 24 heures ayant suivi l'annonce d'un accord de trêve (Francesca Albanese, Blast, 21 janv.). D'autre part, les otages israéliens bénéficient de l'essentiel de la couverture des médias français : leurs visages et leurs noms font la Une et leurs témoignages sont l'objet de reportages exhaustifs. Quant aux « prisonniers » palestiniens, quel média s'est intéressé à leur vie, leur histoire, les raisons de leur arrestation ?

Plus de 46 000 morts à Gaza au 3 janvier 2025, et ce bilan est largement sous-estimé selon la revue britannique *The Lancet*. Mais dans les grands médias, ce décompte effroyable n'émeut guère et la déshumanisation des Palestiniens demeure la règle. Dans l'audiovisuel surtout, mais pas que : *L'Humanité* (9 janv.) établit ainsi que les termes « Palestiniens » et « Palestiniennes » « figurent dans moins de la moitié des [13 394] articles » publiés par *L'Humanité*, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Le JDD* entre le 7 octobre 2023 et le 11 octobre 2024. Les occurrences du terme « génocide » y sont quant à elles totalement résiduelles, en dépit de la multiplication des rapports alarmants

provenant des institutions onusiennes, de très nombreuses ONG, d'intellectuels, de chercheurs et de juristes du monde entier. Le terme « colonisation » ne figure que dans 2% des publications de *Libération* et du *Figaro* (4% au *JDD*; 7% au *Monde*; 10% dans *L'Humanité*), ce qui en dit long sur la dépolitisation de la couverture médiatique et la désertion des grands médias de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, où les exactions à répétition contre les civils, les milliers de déplacements forcés, sans oublier les 806 Palestiniens tués par les colons et l'armée israélienne au cours des quinze derniers mois, à date du 31 décembre 2024, sont totalement passés sous les radars.

Indéniablement, le 7 octobre 2023 et les semaines qui ont suivi ont fixé une fois pour toutes les standards de la couverture médiatique de la région, dont le récit-cadre reprend et aggrave les pires tendances du traitement de ce conflit colonial, repérables depuis au moins deux décennies. Depuis le 7 octobre, rien de ce qui se passe à Gaza et dans le reste des territoires occupés n'aura eu droit à la même attention, ni à la même compassion : une dissymétrie manifeste dans le vocabulaire, les angles, la surface médiatiques. Rien, si ce n'est... la commémoration du 7 octobre, un an plus tard, ce qui est une manière de boucler la boucle de la démonstration : celle d'un espace-temps médiatique figé à cette date, comme si « tout avait commencé » à ce moment-là, comme si rien ne comptait que cet événement-là. Et pendant ce temps, le rouleau compresseur médiatique continue d'écraser les voix dissonantes, n'ayant de cesse de diffamer et disqualifier l'ensemble des acteurs mobilisés en France contre le génocide (p. 16 et 30)... ■



Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

Maison des associations
6 cours des Alliés
35000 Rennes

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Maxime Friot, Blaise Magnin, Jean Pérès,
Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond,
Françoise Sandrine

Une

Tommy Dessine

Dessins

Colloghan et Tommy Dessine

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

Audimat 3000, Bely,
Giorgio, Minimum

Achévé d'imprimer en 02/2025 par Corlet Imprimeur
14110 Condé-en-Normandie
n° d'imprimeur : 2501.0557
Imprimé en France

Dépôt légal : février 2025
Commission paritaire : 1228 G 91177
ISSN : 2256-8271



FACE À LA CENSURE, L'ÉDITOCRATIE EN ROUE LIBRE

Lors de la censure du gouvernement en décembre, l'éditocratie a joué son rôle traditionnel de gardien de l'ordre.

Après avoir passé des mois à caresser le Rassemblement national dans le sens du poil, salué pour sa capacité à « raisonnablement » négocier avec la droite gouvernementale sans que cette dernière n'ait à justifier en quoi que ce soit ce positionnement politique, les professionnels du commentaire rejouent subitement une posture traditionnellement à l'œuvre lors des entre-deux-tours: le « cercle de la raison » face aux « populistes » et aux « extrêmes ».

« Comment la censure du gouvernement actuel pourrait-elle être autre chose qu'un malheur ? » Quelques

jours avant la chute de Michel Barnier, cette sentence du *Figaro* (2 déc.) reflétait l'état d'esprit de bon nombre de chefferies médiatiques. Et c'est peu dire qu'elles l'ont fait savoir. À l'antenne de LCI (3 déc.), Caroline Fourest y voyait d'ailleurs là « le devoir des éditorialistes » : « dans leur grande diversité, dans leur grande variété », comme chacun sait, « ils sont quand même tous un peu effondrés. [...] Géraldine [Woessner] parlait d'immaturation de notre classe politique. C'est-à-dire

qu'on est quand même extrêmement doués, dans une démocratie qui n'allait pas si mal en dehors de son déficit abyssal, pour se rajouter des problèmes. » À l'heure où des dizaines de milliers de licenciements sont annoncés et déjà en cours – parmi moult symptômes de cette « démocratie qui ne va pas si mal » – cette arrogance de classe n'en reste pas moins la norme parmi les professionnels du bavardage. Lesquels déclinent leur mantra sur tous les tons: « Une censure et le chaos », titre par exemple en Une *La Nouvelle République* (5 déc.).

«FRACAS, ÉCHECS, DÉPRIME» : L'ANNONCE DU CHAOS ÉCONOMIQUE

Dans les studios, les mines déconfites des journalistes économiques se succèdent. Lunettes embuées sur le nez, François Lenglet donne le ton: « Je suis inquiet. Vraiment inquiet », lance-t-il d'emblée, sans renoncer pour autant à sa combativité: « On est dans un déni de réalité collectif. [...] On espère échapper à cette vérité simple: il n'y aura pas de rétablissement financier, il n'y aura pas de redressement de la France sans une refonte profonde du modèle social. Vérité qui finira d'ailleurs par s'imposer! » (RTL, 5 déc.) « Vite, la crise! » réclamait d'ailleurs *L'Opinion* la veille, rejouant le tristement célèbre duo Antenne 2 - *Libération* de 1984. L'illustre

« Comment la censure du gouvernement actuel pourrait-elle être autre chose qu'un malheur ? »

Le Figaro



Nicolas Beytout était évidemment à la manœuvre: «*Seul un choc violent pourra rompre cet enchaînement fatal, alors il reste à espérer qu'arrive vite la crise.*

La vraie, celle qui fera prendre conscience aux Français qu'aucun des scénarios envisagés aujourd'hui ne suffira pour redresser le pays. Celle qui donnera une chance de rebondir sur une nouvelle politique, seule à même de remettre la France sur de bons rails.» (4 déc.) Souhaiter ouvertement «un choc violent» et une «vraie crise» pour le pays: voilà à quoi mène l'intégrisme de marché de cette éditocratie qui s'estime pourtant rationnelle, raisonnable, nuancée et responsable!

Les jours précédant le vote de la motion de censure, les bataillons du groupe de Rodolphe Saadé étaient eux aussi en ordre de marche pour distiller la peur: «*Au total, rien que sur l'impôt sur le revenu, les Français paieraient 3 milliards d'impôts sur le revenu en plus*

“Il reste à espérer qu'arrive vite la crise. La vraie, celle qui fera prendre conscience aux Français qu'aucun des scénarios envisagés aujourd'hui ne suffira pour redresser le pays.”

Nicolas Beytout

si on reconduisait le budget 2024!» alertait par exemple Emmanuel Lechypre (RMC, 3 déc.), tandis que sur BFM-TV, Nicolas Doze dissertait sur «le prix de la censure»: «*Combien de croissance envolée? Combien d'emplois ne verront pas le jour? Où sera le taux de chômage?*» Se prenant subitement d'affection pour «*tous ces fonctionnaires qui n'auront pas de revalorisation salariale*», il poussait l'hypocrisie au point de regretter les mesures qu'il conspuait la veille: «*Les hauts revenus qui devaient être taxés ne seront pas taxés, les grandes entreprises qui devaient être taxées à l'IS ne seront pas taxées.*» (3 déc.) Mauvaise foi, outrances et surtout reproduction servile de la communication gouvernementale: l'éditocratie dans ce qu'elle sait faire de pire.

Dans la même veine, *Les Échos* fustigeait «les mariés du 4 décembre» (5 déc.): «*Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen unis, sans*

projet, sans alternative, sans sens des responsabilités», accusés de «*sacrifier la stabilité économique, budgétaire et fiscale*»; le journal osant – comme *Le Point* – faire un parallèle... avec «le 10 juillet 1940», lorsque «*569 parlementaires - de gauche comme de droite - avaient signé l'arrêt de mort de la IIIe République*» en votant les pleins pouvoirs à Pétain! En charge de l'édition de *Ouest-France* post-censure, le journaliste économique Patrice Moyon s'indigne lui aussi d'un «*baiser de la mort*» et ressasse le catéchisme: «*En empruntant plus cher et en ne s'attaquant pas aux questions de fond, la France se prive de marge de manœuvre pour préparer l'avenir.*» (5 déc.) Même tonalité dans *Le Monde* (4 déc.), où Françoise Fressoz semble avoir du mal à atterrir face à ce qu'elle qualifie de «*funeste engrenage*» et de «*sidérante*» «*plongée dans l'inconnu*»: «*Jouer l'attentisme, la défausse ou la crise dans un contexte de faible croissance n'est pas le bon pari. [...] Plus l'incertitude politique augmente, plus la prime de risque s'élève, avec, pour conséquence, d'alourdir un peu plus la charge de la dette, au risque de limiter les capacités de l'action publique dans les prochaines années.*» À l'antenne de France Inter,

«C'est un chaos total.»

Cyril Hanouna

deux jours après avoir mis en garde contre une «*censure destructrice*» (3 déc.), Dominique Seux a le moral dans les chaussettes: «*Pourquoi ce qui est possible avec les JO et Notre-Dame – du collectif, de la réussite! – pourquoi est-ce impossible sur la scène politique et budgétaire où tout est fracas, échecs, déprime?*» (France Inter, 5 déc.)

De concert, Cyril Hanouna joue les Cassandre pendant dix minutes en continu devant une assemblée religieusement à l'écoute:

Cyril Hanouna: *Ça va être catastrophique, sachez-le! C'est dramatique ce qui se passe. [...] Ce que ça va changer pour les Français, c'est que ça va encore les foutre encore plus dans une situation critique puisque ça veut dire pas de décision prise, pas de budget, [...] un pays complètement figé, [...] une situation qui va être bien plus dramatique que celle de la Grèce! [...] C'est un chaos total.* (C8, 3 déc.)

Quant à Axel de Tarlé, il se fait comme de coutume le porte-voix du patronat sur France 2:

Axel de Tarlé: *Le Figaro a recueilli quelques verbatims de grands patrons. [...] Ils disent 1, c'est l'incertitude à cause de cette censure et 2, c'est l'image de la France dans le monde qui est dégradée. On perd cette image de stabilité. Certain disent: «C'est la honte!». D'autres disent [...]: «La situation est consternante», ou encore Michel-Édouard Leclerc, qui dit que tout ça, on va le payer: «L'économie est abîmée, dit-il, par la dramaturgie actuelle». («Télématin», 4 déc.)*

Qu'on se rassure néanmoins: reprenant mot pour mot un gros titre des *Échos*, France 2 adresse un satisfecit à la «résistance» du CAC40... On n'en attendait pas moins du service public.

DE «L'ALLIANCE DES EXTRÊMES» AU «GAUCHO-LEPÉNISME»

S'ils n'évacuent pas la responsabilité d'Emmanuel Macron dans la conjoncture politique, les présentateurs et leurs collègues des services politiques savent en revanche où concentrer leur morgue. Quelques instants avant le vote, Anne-Élisabeth Lemoine prenait ainsi son air le plus sévère pour accueillir Manuel Bompard (LFI): «*En quoi avez-vous*

le sentiment de faire l'histoire, ce soir, avec cette censure? [...] Et la fin justifie les moyens?! La fin justifie une drôle d'alliance entre les "cheguevaristes de carnaval" et "les complices du Rassemblement national aux côtés de Michel Barnier". [...] C'est pas un symbole, justement, sur le plan historique, qui peut interroger?» (France 5, 4 déc.) En parallèle, sur tous les plateaux, l'éditocratie trépigne en attendant que «*le PS sorte de sa vassalité par rapport à LFI*» (Étienne Gernelle, BFM-TV, 5 déc.), multipliant pour cela les injonctions: «*Que n'actez-vous, que n'actez-vous, qu'attendez-vous, qu'attendez-vous pour acter une forme de distanciation?!*» (Apolline de Malherbe à Jérôme Guedj, BFM-TV, 5 déc.)

Les éditocrates restent ainsi fidèles à ce qu'ils savent faire de mieux: distribuer les bons et les mauvais points et prescrire, prescrire encore, en espérant peser à la fois sur «l'opinion» et sur le champ politique. Au matin du vote de la motion de censure, les grands intervieweurs engageaient d'ailleurs leurs dernières forces dans la bataille: les cadres du RN faisaient alors le plein d'invitations – sur France Inter, France 2, BFM-TV et RMC, par exemple – face à des matinaliers recrachant mot pour mot les éléments de langage du gouvernement. «*[Cette motion de censure], ce n'est pas un texte qui est neutre! C'est un texte qui est politique et que vous allez voter! [...] Ils vont pas vous le reprocher vos électeurs? Ils ne vont pas vous reprocher de voter le texte des Insoumis qui vous accusent de "viles obsessions"?*» s'exclamait par exemple Léa Salamé face à Jordan Bardella (France Inter, 4 déc.)

Une posture très en vogue dans les rédactions, qui dit en creux l'espoir que fondait l'éditocratie dans un RN campé en «parti de l'ordre», auquel elle n'avait de fait plus grand-chose à reprocher... *La Dépêche* résume bien cette petite musique: «*[Le RN] a commis une grave faute politique en ratant le dernier virage de la respectabilité: il a préféré la censure à la mesure.*» (4 déc.) Hormis ce petit «loupé» donc, RAS sur le terrain de la «respectabilité»! Même aveu, même déception du côté du *Parisien*: «*[Marine Le Pen] s'évertuait depuis des mois à gommer le passé de sa formation politique, montrer à quel point le RN était devenu un interlocuteur respectable qui avait le sens de la nation.*» (4 déc.) Ou encore Renaud Dély sur France Info, qui affirme que «*[Marine Le Pen] a tombé le masque de la notabilisation pour replonger dans la radicalité anti-système.*» (4 déc.) Du reste, gageons que ce type de verdicts – à l'instar de toute analyse émanant d'un journaliste politique – aura une durée de vie très courte... La veille du vote à l'Assemblée nationale, face au député RN et ancien présentateur de LCI Philippe Ballard,



**“Le Pen-
Mélenchon,
les deux cavaliers
de l’Apocalypse.”**

Le Télégramme

BFM-TV donnait d’ailleurs l’exemple le plus caricatural de ce grand cirque, qui continue d’entretenir, sans en avoir l’air... la normalisation de l’extrême droite :

– **Perrine Storme** : *Philippe Ballard, est-ce que vous êtes un parti d’extrême droite ?*

– **Philippe Ballard** : *Non, on n’a jamais été un parti... [coupé]*

– **Perrine Storme** : *Mais quand même... Vous allez voter pour un texte qui vous qualifie de parti d’extrême droite ! Donc d’une certaine façon, vous validez ce terme-là...*

Vous avez dit misère ?

Dans la roue du pouvoir politique, les chefferies médiatiques renouent ainsi avec la construction frauduleuse d’une « alliance des populistes » (Ruth Elkrief, LCI, 3 déc.) ou d’une « alliance des extrêmes » (*Les Échos*, 5 déc.) contre un « cercle de la raison » assiégé.

Comme le veut la coutume, *Le Parisien* ne fait pas dans la dentelle et décide de dupliquer sa Une accusatrice (« Censure. Les apprentis sorciers ») dans la double page intérieure, sobrement titrée « La stratégie du chaos » et illustrée par un dessin caricaturant la députée LFI Mathilde Panot en train d’hurler : « Marine, avec nous ! Marine, avec nous ! » Au cas où des lecteurs – vraiment abrutis – n’auraient toujours pas compris le message, le directeur des rédactions Nicolas Charbonneau se charge d’enfoncer le clou : « Les deux extrêmes se retrouvent [...] sur une même ligne, préférant la cacophonie aux intérêts du pays. Le gouffre et l’irrationalité à la raison. »

La Dépêche pleure aussi le départ de Michel Barnier à chaudes larmes, dont les « qualités de négociateur » ont été mises à mal par les « apprentis sorciers », « l’irresponsabilité des deux extrêmes de l’Assemblée nationale » et leur « stratégie du chaos » (4 déc.). Dans *La République des Pyrénées*, Jean-Marcel Bouguereau condamne une « alliance de la gauche et de l’extrême droite » sur « les décombres du front républicain » : « un spectacle qui fait ressembler notre Parlement à la nef des fous » (4 déc.). « Ténors de la chienlit », tempête de son côté *L’Opinion* (5 déc.). « Une très curieuse conjonction des extrêmes » regrette également *La Croix* (3 déc.), qui « déplor[e] une forme d’irresponsabilité » des deux partis : « tous semblent prêts à sacrifier le sort du pays sur l’autel de leurs ambitions personnelles. » « Le Pen-Mélenchon, les deux cavaliers de l’Apocalypse » éditorialise encore *Le Télégramme* (3/déc.), une expression qui sera reprise

“Une censure et le chaos.”

La Nouvelle République

le soir-même par Caroline Fourest sur LCI, ravie de pouvoir en ajouter une couche contre la gauche:

Caroline Fourest: *Donc là, il faut quand même pointer la responsabilité de ceux qui jouent avec le feu: Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen. On le voit dans les sondages,*

jusqu'à présent, LFI était clairement crédité d'être le parti qui fait peur, d'être le parti de l'instabilité, qui attise la violence, qui est dangereux pour la démocratie. (LCI, 3 déc.)

Et pour tirer les conclusions qui s'imposent, on peut compter sur l'inénarrable Étienne Gernelle, en roue libre sur RTL (4 déc.):

Étienne Gernelle: *Mélenchon - Le Pen, même combat! [...] C'est donc une alliance, presque une équipe. Alors cette alliance, elle est parfois décrite un peu vite comme une alliance de circonstance, voire une alliance des contraires mais pardon, elle est en réalité très naturelle car RN et LFI ont énormément en commun. Sur l'économie, ils ont la même philosophie de la relance par la demande. [...] À la fin, il y a tout de même un vrai socle idéologique commun. L'arc lepéno-mélenchoniste serait peut-être même, dans cette Assemblée fragmentée, celui qui aurait le plus de cohérence philosophique. RN et LFI ont souvent voté ensemble dans le débat budgétaire et ce n'est pas pour rien.*

Une chronique de pure désinformation, qui amuse beaucoup les deux présentateurs Thomas Sotto et Amandine Bégot, et qui est bien sûr déclinée dans l'hebdomadaire dirigé par Étienne Gernelle... La veille, Serge Raffy dénonçait en effet dans *Le Point* «le retour d'une forme d'alliance brun-rouge»: «Symbolisée par le concept du fer à cheval, illustrant le fait que dans des moments historiques donnés, l'extrême droite et l'extrême gauche se rejoignent inéluctablement.» (3 déc.) Interviewé le 3 décembre par «C à vous» et le 4 dans *Le Figaro*, Pascal Perrineau fait passer le même message:

– **Le Figaro:** *Y voyez-vous une illustration de ce que vous avez vous-même appelé le «gaucho-lepénisme»?*

– **Pascal Perrineau:** *[...] Il ne faut pas s'étonner qu'une gauche très prompte à dénoncer le «fascisme» rampant du RN mêle ses voix sans aucune pudibonderie à celles des députés du parti honni verbalement mais fréquentable politiquement. En effet, le rapprochement entre certains secteurs de la gauche et le RN n'est pas une réalité nouvelle. Sur le plan économique et social (retraites, taxation de la spéculation, services publics, antiglobalisation...), les convergences entre les deux extrêmes sont une*

réalité qui définit un espace où peuvent se mêler des courants apparemment opposés.

Idem dans «C dans l'air», où Nathalie Saint-Cricq dégage plus vite que son ombre pour être celle qui, parmi quatre invités à l'unisson, répondra à l'une des questions de téléspectateurs opportunément choisie par France 5:

– **Caroline Roux:** *Cette question de Franck, à Paris: «LFI et le RN ne sont-ils pas plus proches politiquement qu'on ne le pense?»*

– **Nathalie Saint-Cricq:** *Bah si, ils le sont! [...] C'est vrai qu'il y a eu un rapprochement idéologique, c'est-à-dire en gros, un combat pour avoir... alors... le Rassemblement national a choisi les ouvriers, LFI [parmi] les perdants a choisi plutôt les banlieues, mais c'est vrai qu'il y a un certain nombre de discours en commun, sur les riches, les abattre, voilà! Il y a des choses... un peu de populisme en commun disons! (France 5, 2 déc.)*

Spectaculaire.

Mais le bilan est somme toute ordinaire: à la faveur d'une défiguration permanente du réel, triomphe partout un journalisme de parti pris et de commentaire qui se fantasma conseiller le prince. En l'occurrence, deux jours durant, un déballage de pronostics sur le futur Premier ministre – forcément de droite –, rejoué par les commentateurs en écho au rouleau compresseur qui, il y a quelques mois seulement, veillait à faire oublier les résultats des élections législatives¹...

Haro contre la censure; anticipation théâtralisée du «chaos»; centralité du RN dans la mise en scène journalistique de l'actualité; construction frauduleuse d'une «alliance des populismes»; saturation de «off» et de «petites phrases» de couloir; caisse de résonance des postures d'Emmanuel Macron; course de petits chevaux... Au-delà de son insondable médiocrité, le journalisme dominant fait une nouvelle fois la démonstration de son pluralisme et de sa capacité à s'arranger avec l'actualité politique comme il l'entend, au mépris de toute considération démocratique et avec, pour seul objectif, le maintien de l'ordre. ■

1. «La "bataille pour Matignon": comment les médias ont fait oublier l'élection», Acrimed, 15 oct. 2024.

LE CAPITAL MÉDIATIQUE S'HÉRITE AUSSI

«Cyprien, vous nous révélez une information qui va faire du bruit, plastronne Apolline de Malherbe au micro de RMC. Louis Sarkozy, le fils de l'ancien Président, se lance en politique!» (11 déc. 2024) Grande connaissance du microcosme médiatique parisien, l'intervieweuse en chef du groupe de Rodolphe Saadé avait – malheureusement – vu juste: la «nouvelle» fait frétiller la presse people (*Gala*, *Public*, *Purepeople*, etc.) autant que le petit monde des journalistes politiques, où l'information est tellement dévaluée que n'importe quel non-événement est promis à un avenir de fait politique. Huit mois après avoir publié un commentaire tout à fait insipide d'une interview de Louis Sarkozy au *Financial Times*¹, *Libération* se sent ainsi obligé de titrer sur l'«exclusivité» de RMC: «Soyez prêts: Louis Sarkozy veut se lancer en politique» (12 déc.). Une raison d'être pour la rubrique en

question, «Chez Pol», entièrement dédiée à «ausculte[r]» les «indiscrétions piquantes, maladroites vaches ou douces confessions» agitant le monde politique... *Le Figaro* signe quant à lui un énième article à la gloire des «nouvelles ambitions» du fils Sarkozy (11 déc.), de concert avec les médias d'extrême droite, qui lorgnent sur son «ambition politique» (*Valeurs actuelles*, 12 déc.) au point de préparer leur lectorat à «tout savoir sur le fils de Nicolas Sarkozy» (CNews, 12 déc.), «un héritier pas comme les autres» qui «esquisse une vision

«Un héritier pas comme les autres.»
JDD

tournée vers l'avenir» (JDD, 14 déc.) en «incarnant une droite réinventée, quitte à casser les codes» (*Valeurs actuelles*, 15 déc.). Défense de rire. Toujours à l'affût des coulisses, *Le Parisien* sort quant à lui la boîte à cirage: «Louis, le Sarkozy revenu des États-Unis pour percer en politique: "Il est jeune, impétueux, fougueux, talentueux"» (12 déc.). Et de média en média, de peopolisation en mimétisme, on fait peu à peu gonfler le capital: «On a passé la soirée avec Louis Sarkozy et les Jeunes Républicains dans un bar parisien» (*Le Point*, 15 déc.); «Rencontres avec



des ministres, médiatisation... Comment Louis Sarkozy affirme son ambition politique» (*Ouest-France*, 14 déc.); «Tel père, tel fils: Louis Sarkozy se lance en politique» (*France Inter*,

16 déc.); «À peine lancé en politique, Louis Sarkozy déjà adoué par de nombreuses personnalités: "Il en a sous la pédale"» (*Gala*, 16 déc.). Inutile de s'attarder sur le contenu de ces articles, caractéristiques de la médiocrité du journalisme politique, dont les choix d'agenda et le sens des priorités ne cesseront jamais de surprendre. Leur complaisance prolonge la critique que formulait Arrêt sur images² à propos de la consécration du «toutologue le plus pistonné de la télé», «filleul de Martin Bouygues, président du groupe Bouygues, actionnaire principal du groupe TF1». Groupe TF1 où officie évidemment Louis Sarkozy (sur LCI), en plus des chroniques qu'il commet dans *Le Figaro* (entre autres). Visibilité et notoriété médiatiques étant deux critères absolument indispensables à toute carrière politique en devenir, on peut d'ores et déjà affirmer que ces médias – soutiens historiques et indéfectibles du clan Sarkozy – sont un tremplin de premier plan pour le capital du fils... comme pour le népotisme du père. Le gros des troupes de l'audiovisuel suivra tôt ou tard: le livre de Louis Sarkozy (sur Napoléon) est «en cours de traduction chez un grand éditeur français» (dixit la Fondation Napoléon). Tic, tac, tic, tac... matinales radio et magazines télé ne semblent plus très loin. Lesquels, nous n'en doutons pas, rivaliseront de mondanités pour égaler l'émerveillement dont témoignait Anne-Élisabeth Lemoine face à Louis Sarkozy dans «C à vous»... il y a cinq ans³: «On voit bien que vous lisez, beaucoup. Vous êtes très cultivé!»; «Qu'est-ce qu'il parle bien!»; «Votre maman dit qu'elle vous voit un avenir politique, non mais vous avez ça dans le sang, franchement, Louis!» ■

1. «Aux petits plaisirs de Louis Sarkozy», *Libération*, 28 avr. 2024.

2. «Louis Sarkozy, toutologue le plus pistonné de la télé?», Arrêt sur images, 9 nov. 2024.

3. «C à vous» au sommet du «journalisme» mondain: réception avec Cécilia Attias & Louis Sarkozy», *Acrimed*, 1^{er} nov. 2019.

INVITATIONS SUR FRANCE 5 LE CAS *FRANC-TIREUR*

France 5, maison d'accueil pour les chroniqueurs de *Franc-Tireur*.

L'antenne de France 5 étant largement dédiée aux émissions de bavardage mondain, le recours aux professionnels de la parole est inévitable... pour ne pas dire systématique. Au-delà de ce constat, un aspect saute aux yeux : la chaîne publique s'est constituée en véritable maison d'accueil pour les chroniqueurs de *Franc-Tireur*.

Il n'est qu'à moitié étonnant de voir les figures de *Franc-Tireur* saturer les plateaux télé. De fait, ses trois illustres cofondateurs – Caroline Fourest, Raphaël Enthoven et Christophe Barbier – n'avaient pas attendu la fondation de l'hebdomadaire⁴ fin 2021 pour squatter les antennes.

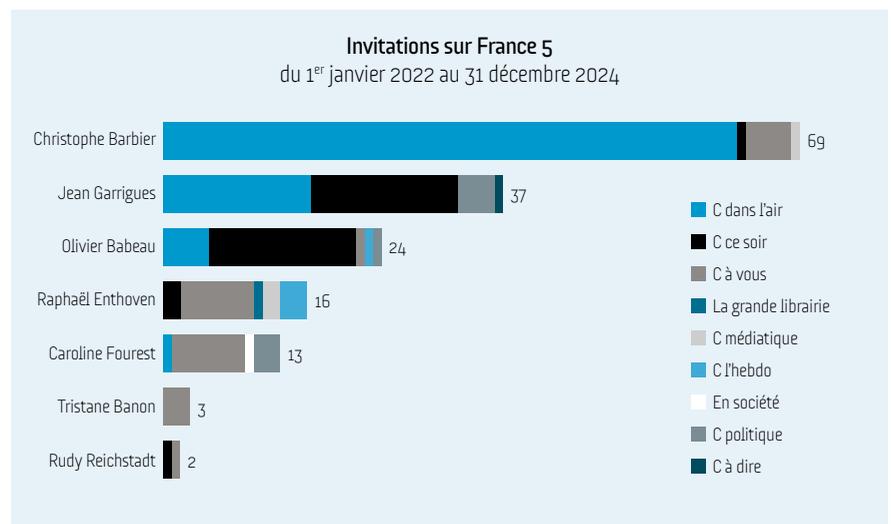
Mais tout de même : entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2024, ils cumulent à eux trois 98 invitations sur France 5. Si on ôte les 62 passages (!) de Christophe Barbier dans « C dans l'air », il reste 36 épisodes. Et c'est l'émission « C à vous » qui se démarque : Raphaël Enthoven et Caroline Fourest y ont été invités 8 fois chacun, quand Christophe

Barbier n'a dû se contenter que de 5 émissions. On les retrouve aussi dans les (nombreuses) autres émissions de France 5, comme « C médiatique », « C ce soir », « C politique » ou « C l'hebdo » (3 invitations cumulées à chaque fois). Bien que moins assidues, « La Grande librairie » (Enthoven, 1 fois) et « En société » (Fourest, 1 fois) ne manquent pas à l'appel.

Pour compléter le tableau, précisons que Caroline Fourest a aussi eu les honneurs de « C dans l'air » (1).

Récapitulons : depuis 2022, Raphaël Enthoven a fréquenté un plateau de France 5 à 16 reprises. Caroline Fourest a eu droit, dans le même temps, à 13 invitations.

Mais ce n'est pas tout. L'équipe de *Franc-Tireur* compte d'autres débatteurs,



Olivier Babeau étant particulièrement prolifique², notamment en raison de son statut d'invité récurrent de « C ce soir » : 16 invitations depuis 2022... auxquelles il faut ajouter 5 passages dans « C dans l'air » et 3 sollicitations supplémentaires, respectivement dans « C à vous », « C politique » et « C l'hebdo ». À côté, Tristane Banon (« C à vous », 3 fois) et Rudy Reichstadt (« C à

Olivier Babeau est particulièrement prolifique, notamment en raison de son statut d'invité récurrent de « C ce soir ».

vous » et « C ce soir », 1 fois) sont de petits joueurs. Et que dire de Jean Garrigues, qui cumule 16 invitations à « C dans l'air », autant à « C ce soir », 4 à « C politique » et 1 à « C à dire » ?

Au total, ce sont donc 164 passages depuis 2022 : soit, en moyenne, un émissaire de *Franc-Tireur* présent chaque semaine sur France 5.

Le tapis rouge crève les yeux... mais la chaîne publique est loin d'être une exception dans le PAF. BFM-TV, par exemple, aura sur la même période distribué une centaine d'invitations à ces différents chroniqueurs, et ce, sans compter les interventions de Christophe Barbier. LCI n'est pas en reste, avec une quarantaine d'invitations, auxquelles il faut ajouter la présence quasi quotidienne de Caroline Fourest dans « 24h Pujadas ».

France 5 ne détient donc pas le monopole... mais joue bel et bien un rôle central dans la surface médiatique totalement démesurée octroyée à cet hebdomadaire. ■

1. « Barbier, Enthoven, Couturier et Fourest sont sur un bateau », Acrimed, 14 oct. 2021.

2. Manifestement au détriment de *Franc-Tireur*, sa dernière chronique datant de janvier 2024.

CONSÉCRATION ET PROMOTION : LE POIDS DES ÉDITIONS DE L'OBSERVATOIRE

On connaît l'importance, pour qui veut la parole dans les médias dominants, de pouvoir être présenté comme l'auteur d'un livre – peu importe son contenu d'ailleurs, tant il est probable que l'intervieweur ne l'ait pas lu. Carte de visite valant droit à invitation, dans certains cas, la publication d'un livre est une étape quasi-incontournable pour construire et entretenir son capital médiatique. De l'autre côté, éditer le livre d'une personnalité disposant déjà d'un certain capital médiatique permet d'attendre un retour sur investissement, lequel se mesure en tournée promo et en recensions complaisantes. Les Éditions de l'Observatoire (groupe Humensis) ont, semble-t-il, bien compris ce principe du donnant-donnant. En éditant à tour de bras des essais ou des romans de dirigeants de médias, journalistes politiques et autres chroniqueurs tout terrain, sa renommée médiatique est assurée. Attention, la liste est longue :

Actionnaires et dirigeants de médias

Le propriétaire des *Inrocks* et de Radio Nova Matthieu Pigasse ; le PDG de l'AFP Fabrice Fries ; la PDG de Radio France Sibylle Veil ; la directrice de France Inter Adèle Van Reeth ; l'ex-directeur de France Inter Philippe Val ; l'ex-PDG de France Télévisions Patrick de Carolis ; l'ex-directeur général de France Télévisions Patrice Duhamel ; l'ex-directeur général adjoint de TF1 Robert Namias.

Actuels ou anciens directeurs de rédactions

Jean-François Kahn, Natacha Polony, Renaud Dély, Christophe Barbier, Christine Ockrent, Joseph Macé-Scaron.

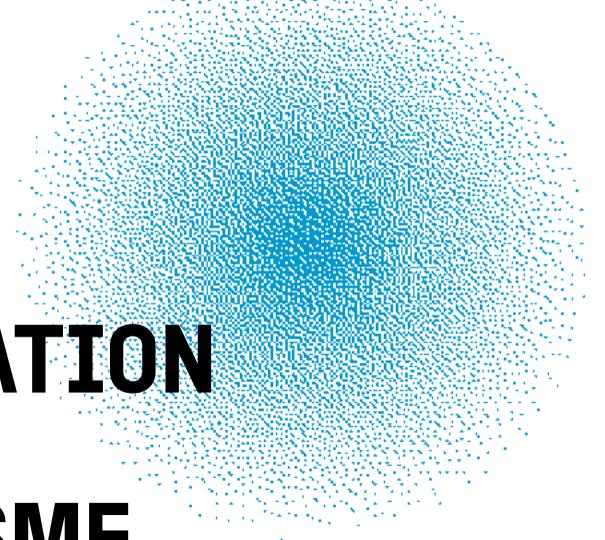
Journalistes

Alain Duhamel, Nathalie Saint-Cricq, Anne Fulda, Anne Saurat-Dubois, Michaël Darmon, Guillaume Daret, Alix Bouilhaguet, Sonia Mabrouk, Sophie Coignard, Anne Rosencher, Louis Hausalter et Agathe Lambret, Françoise Degois.

Chroniqueurs et autres figures médiatiques

Nicolas Baverez, Nicolas Bouzou, Agnès Verdier-Molinié, Luc Ferry, Michel Onfray, Raphaël Enthoven, Brice Couturier, Abnousse Shalmani, Rachel Khan (dont une fois avec Xavier Gorce), Tristane Banon, Thibault de Montbrial, Julie Graziani, Gaspart Koenig, Bérénice Levet, Lydia Guirous, Perrine Simon-Nahum, Mohamed Sifaoui, Frédéric Beigbeder, Pierre-André Taguieff, Gilles Kepel, Iannis Roder, Flora Ghebali etc.

Avec un tel casting, impossible d'allumer la télé sans tomber sur un auteur publié aux Éditions de l'Observatoire ! Quant à la ligne éditoriale ainsi promue, outre l'entre-soi et l'autocélébration de la profession éditocratique, c'est une tendance certaine à la ligne printaniste, proche de *Franc-Tireur*, qui se dégage. Sept livres y ont par exemple été publiés par Raphaël Enthoven, ce qui donne tout de même une idée générale de l'ambition intellectuelle de la maison d'édition. À ce titre, les Éditions de l'Observatoire pourraient, sinon devraient être comptées parmi les responsables du délabrement du débat politico-médiatique actuel. ■



UNE CRITIQUE DE LA NORMALISATION MÉDIATIQUE DE L'AUTORITARISME ET DU RACISME

À propos du documentaire *Le Repli*,
Joseph Paris, 2024.



Le film-essai *Le Repli*, réalisé par Joseph Paris, suit le parcours du militant des droits humains Yasser Louati et retrace l'histoire du durcissement autoritaire de l'État. En alternant archives, témoignages et analyses de chercheurs, il revient sur la longue construction du « problème musulman », la montée du racisme, la répression des minorités et le recul progressif de nos libertés fondamentales. Les médias dominants y apparaissent comme un rouage essentiel à double titre : d'un côté, en agissant comme une caisse de résonance des discours identitaires et sécuritaires qui saturent le champ politique ; de l'autre, en étouffant les contre-discours et en effaçant du débat public le point de vue et les mobilisations des populations victimes des politiques liberticides.

Cadrages biaisés, stigmatisation des musulmans, surenchère sécuritaire, hystérisation des débats, mise en récit complaisante des interventions policières, plateaux irresponsables sur une sortie partielle ou totale de l'État de droit... Tels sont quelques-uns des ressorts journalistiques que dénonce *Le Repli*. Si les médias dominants ne constituent pas le cœur du film, leur critique émaille de nombreuses séquences.

ÉTAT D'URGENCE : AMALGAMES ET ANGLES MORTS

Le film s'ouvre d'ailleurs sur un contrechamp de Yasser Louati analysant son interview sur CNN au lendemain des attentats du Bataclan. Une mise en lumière de la brutalité d'un certain journalisme. Le dispositif, dont il se rappelle avoir été « *captif* », le place alors « *tout seul* » face à deux journalistes qui le somment d'endosser une responsabilité au nom d'une « *communauté musulmane* » : « *Yasser, si vous êtes dans le camp français, pourquoi personne de la communauté musulmane n'a averti de ce qui se tramait ? [...] Il me semble que c'était un plan de grande envergure, montrant qu'il y a sûrement quelqu'un au-delà des sept terroristes qui devait savoir quelque chose, et c'était probablement dans la communauté musulmane. Et pourtant, personne n'a rien dit.* » Une violence symbolique : ainsi donc, traduit Yasser Louati, « *je représentais ce quelqu'un qui devait savoir quelque chose et qui ne l'a pas dit* ». Après son départ, les journalistes continuent d'afficher ouvertement leurs partis pris, invalidant ses réponses et réaffirmant leurs certitudes en son absence.

Très loin du bruit médiatique, les conséquences des politiques mises en œuvre après les attentats sont peu connues du public. Joseph Paris revient



notamment sur les milliers de perquisitions, assignations à résidence, etc. autorisées sous l'état d'urgence, qui ont ciblé presque exclusivement des

personnes issues de l'immigration maghrébine et dont la très grande majorité étaient injustifiées¹. Un processus largement ignoré par la sphère médiatique, tout comme le traumatisme et l'injustice qu'ont pu représenter ces interventions policières pour les personnes ciblées. Le réalisateur a ainsi filmé une conférence de presse organisée par certaines de ces victimes qui, malgré la gravité des faits – un tabassage policier d'un jeune garçon et de sa mère – n'a pas suscité l'attention médiatique: «*Que deux médias à peine se soient déplacés le jour de ce témoignage n'avait malheureusement rien pour surprendre.*» Une invisibilisation générale, qui aura privé la population de toute information sur les effets concrets des politiques publiques – particulièrement celles relevant de l'état d'urgence –, à l'aube d'une criminalisation élargie des groupes contestataires (militants politiques, écologistes, syndicalistes, etc.).

LA CO-CONSTRUCTION POLITIQUE ET MÉDIATIQUE DU «PROBLÈME MUSULMAN»

En revisitant des événements sur quatre décennies, comme les grèves dans le secteur automobile en 1983 ou l'«affaire du foulard» de Creil en 1989, le film met en lumière les moments charnières de la fabrique de l'islam comme problème public. Dans le premier cas, le gouvernement socialiste de l'époque stigmatise les travailleurs immigrés et tente de discréditer

leur mobilisation en lui prêtant des motifs religieux imaginaires: une «*racialisation des ouvriers en lutte*» documentée par le sociologue Vincent Gay², interviewé dans le film. Les archives diffusées par Joseph Paris permettent de prendre du champ et de voir combien certains médias de masse – plus de trente ans avant l'avènement de l'empire Bolloré... – auront contribué à normaliser les discours identitaires, les schèmes et les rhétoriques racistes dans la roue du pouvoir politique. Ainsi de l'émission «Sept sur sept» diffusée sur TF1, dont le présentateur lançait à propos d'Akka Ghazi, secrétaire de la CGT de Citroën-Aulnay: «*Akka Ghazi est-il donc un pion de la CGT [...] ou serait-il l'ayatollah d'Aulnay, une sorte de chef d'orchestre clandestin de cet intégrisme musulman dont certains ont cru déceler l'influence chez les travailleurs immigrés?*» Un procédé consistant à imposer une lecture raciale et religieuse de la question sociale, débouchant sur des accusations aussi ineptes qu'imprégnées de racisme qui ressurgissent pourtant régulièrement dans le débat public.

Ce n'est pas le moindre mérite du documentaire que de rappeler que la banalisation médiatique du racisme – ici mise au service de la disqualification d'un mouvement social – n'est pas un phénomène récent: «*Je découvrais cette séquence avec l'impression d'avoir vu sa construction des milliers de fois*, relève d'ailleurs Joseph Paris à propos de TF1. [...] Sans doute l'information à la télévision se résume-t-elle à cela. À mettre en rapport des images qui n'en ont pas.»

Quelques années plus tard, en 1989, l'«affaire du foulard» montrera de nouveau le poids prépondérant des grands médias, notamment du *Nouvel Observateur* et d'Antenne 2, dans la construction de «la peur de l'islam», comme le retrace Thomas Deltombe, interviewé par Joseph Paris, dans son ouvrage *L'Islam imaginaire*³. Le documentaire rappelle les centaines de reportages consacrés au voile qui ont suivi et qui ont contribué à façonner durablement le débat public sur la laïcité, jusqu'à aboutir à la loi de 2004. «*Il est certain qu'on n'avait jamais produit autant d'images d'un vêtement dont il est pourtant dit que la visibilité pose problème. Était-ce pour nourrir cet appétit médiatique qu'on traquait des jeunes filles au téléobjectif?*» Vingt ans et quantité de «polémiques» politico-médiatiques islamophobes plus tard, ces pratiques journalistiques sont totalement banalisées et la violence symbolique s'est d'autant intensifiée. Rappelons

1. Ainsi, selon Amnesty international, «de la fin 2015 à la fin 2016, seules 0,3% des mesures liées à l'état d'urgence ont débouché sur une enquête judiciaire pour faits de terrorisme.» France Info, 22 févr. 2017.

2. Vincent Gay, *Pour la dignité. Ouvriers immigrés et conflits sociaux dans les années 1980*, Presses universitaires de Lyon, 2021.

3. Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, La Découverte, 2007.

Les médias dominants apparaissent comme un rouage essentiel à double titre: d'un côté, en agissant comme une caisse de résonance des discours identitaires et sécuritaires qui saturent le champ politique; de l'autre, en étouffant les contre-discours et en effaçant du débat public le point de vue et les mobilisations des populations victimes des politiques liberticides.

qu'en 2023, alors que «l'abaya» faisait la Une de tous les grands médias, le duo Truchot/Marschall infligeait un interrogatoire en règle à deux lycéennes à propos de leur tenue vestimentaire, tandis qu'elles étaient filmées de la tête aux pieds par les caméras de BFM-TV⁴. Loin de valoir à leurs promoteurs une mise au ban de la sphère médiatique, l'islamophobie est valorisée, pour ne pas dire promue: «*On a peine à voir ce qui pourrait entraver la progression de ces discours*, souligne ainsi Joseph Paris, *puisque toute personne qui les adopte semble assurée de faire*

carrière.» Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler, parmi de nombreux exemples, la frénésie médiatique générale autour du «phénomène Zemmour»⁵, en 2021 et 2022.

UN JOURNALISME DE PRÉFECTURE

Dans la seconde moitié du documentaire, Joseph Paris s'attarde sur un autre versant du durcissement autoritaire de l'État: la répression et les violences policières. Des combats «vérité et justice» menés par de nombreuses familles et habitants des quartiers populaires jusqu'à la révolte des Gilets jaunes en passant par des manifestations d'exilés à Calais ou de sans-papiers à Paris, le documentaire pointe le rôle des grands médias, tantôt absents, tantôt auxiliaires de la répression. Joseph Paris interroge les images, comme celles de cette caméra de l'AFP «positionnée derrière la rangée de CRS» à l'occasion d'une manifestation d'exilés à Calais, et qui, de facto, construit

un récit visuel opposant un «nous» légitime à des «autres» indésirables. Et là encore, si le documentaire souligne la droitisation générale du champ politique et «*l'inflation identitaire des dernières années*», il n'a pas la mémoire courte: l'interview de la chercheuse Vanessa Codaccioni⁶ revient par exemple sur la promotion de dogmes sécuritaires au début des années 1980. Et en donnant la parole aux personnes ciblées par la répression policière, le documentaire prend la forme d'une critique des médias en actes: visibiliser les luttes pour l'égalité, contre l'impunité, et faire entendre leurs protagonistes, qui, la plupart du temps, se battent en dehors des radars journalistiques.

S'il faut souligner que le documentaire de Joseph Paris a fait l'objet de critiques positives à sa sortie, notamment dans *Télérama* et *L'Humanité*, la polémique qui est née à la suite d'une projection du film apparaît comme un prolongement de son propos. Un communiqué d'une association de professeurs d'Histoire-Géographie de Metz qualifiant le documentaire de «*trompeur*» et «*malhonnête*» aura par exemple suffi à nourrir un article de *Marianne* intitulé «*le doc qui ulcère les profs*» (11 nov. 2024). En parallèle, le documentaire a été abondamment ciblé par la fachosphère⁷ et qualifié par *Le Figaro...* de «*film de propagande frériste*» (8 nov.).

De quoi approfondir la critique du documentaire: les grands médias ne se bousculent pas pour mettre à l'agenda la «*longue dérive sécuritaire*» à l'œuvre en France. En faisant le choix de ne pas débattre des faits ou des mécanismes analysés par Joseph Paris, ils nous invitent à un constat somme toute classique: celui de médias qui refusent d'interroger leur propre rôle dans la banalisation du racisme, de l'islamophobie et dans la normalisation de l'autoritarisme. ■

Ce n'est pas le moindre mérite du documentaire que de rappeler que la banalisation médiatique du racisme n'est pas un phénomène récent.

4. «BFMTV, première chaîne d'examen des tenues des jeunes filles», Arrêt sur images, 9 sept. 2023.

5. «Zemmour: un artefact médiatique à la Une», *Médiacritiques* n°41, janv.-avr. 2022, p. 10.

6. Vanessa Codaccioni, *La légitime défense. Homicides sécuritaires, crimes racistes et violences policières*, CNRS Éditions, 2018.

7. «Le Repli», documentaire sur l'islamophobie en France, nouvelle cible de l'extrême droite», *Télérama*, 21 nov. 2024.

LA PRESSE SOUS PERFUSION DE LVMH ET DE BERNARD ARNAULT

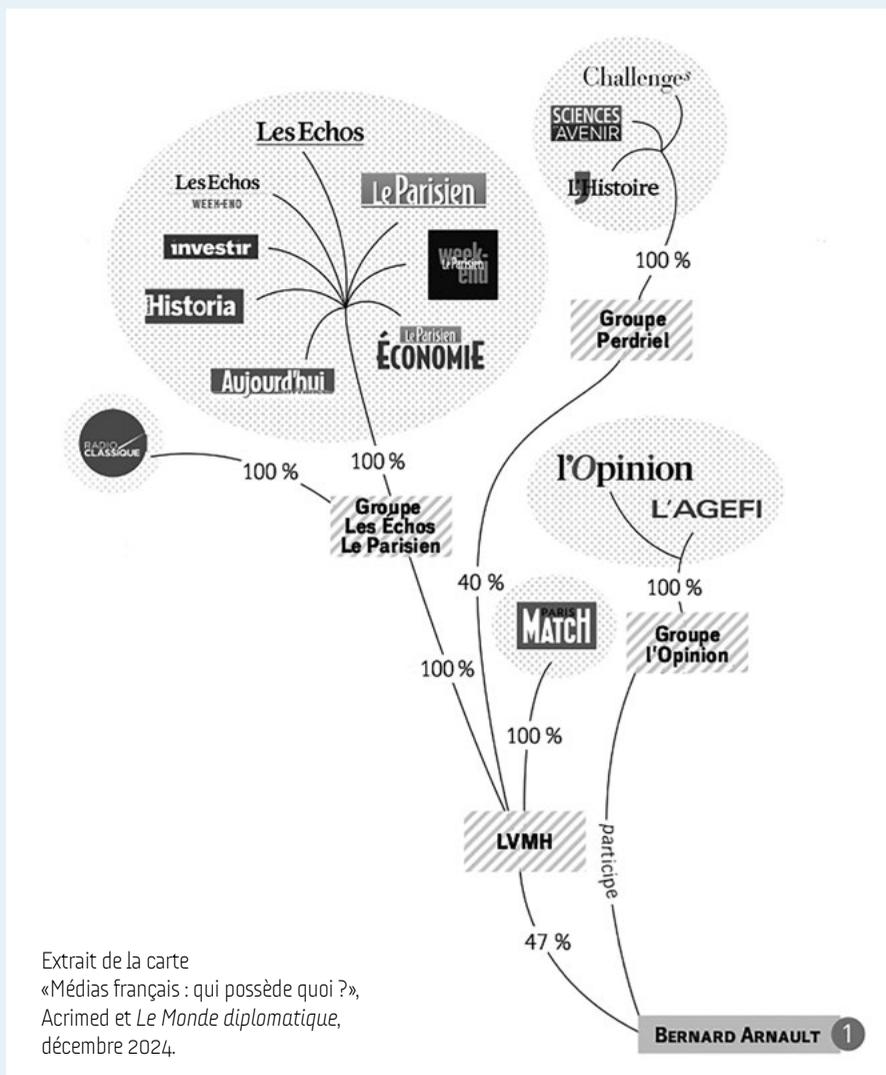
LVMH « arrose une bonne partie de la presse en pages de pub » : mi-novembre, L'Informé¹ a publié, à partir de chiffres produits par Kantar, « la répartition des dépenses de LVMH dans la presse nationale ». Bilan: les millions pleuvent. Ces recettes publicitaires bénéficient d'abord aux médias détenus par le groupe LVMH lui-même: entre janvier et septembre 2024, ce sont, toujours d'après L'Informé, 80 millions d'euros bruts² qui ont été fléchés vers *Le Parisien*, *Le Parisien Dimanche* et *Les Échos*. Mais c'est aussi la régale pour les groupes *Le Figaro* et *Le Monde*: « La régie média du Figaro a ainsi perçu 32 millions d'euros, dont la moitié pour *Madame Figaro* et *Le Figaro* et vous, le cahier spécial luxe et art de vivre du journal. Le groupe *Le Monde* a engrangé, de son côté, 9,5 millions d'euros bruts. » *Paris Match*, qui vient d'être racheté par LVMH, ne s'en sortait pas trop mal (3,9 millions), tout comme le *JDD* (3,5 millions) ou *Le Point* (1,7 million).

2. Dans son article, L'Informé parle « d'investissements bruts - c'est-à-dire en se basant sur les tarifs catalogue des publicités avant ristournes ».

1. « Comment Bernard Arnault ventile ses publicités dans les journaux », L'Informé, 15 nov. 2024.

Et ce n'est pas fini, puisque L'Informé précise que *L'Express*, *L'Opinion*, *Libération*, *La Croix*, *La Tribune dimanche* ou encore *Le Nouvel Obs* ont aussi perçu entre quelques dizaines et quelques centaines de milliers d'euros bruts. La presse est sous perfusion des annonceurs publicitaires – en particulier, on le voit ici, de LVMH. Ce n'est certes pas là son seul mode de financement, mais on ne saurait ignorer qu'elle se met, de la sorte, sous leur coupe. Pour en revenir à notre cas d'espèce, LVMH a déjà démontré sa capacité, en guise de rétorsion, à désinvestir et mettre la pression. L'Informé rappelle l'exemple

de *Libération*: « En 2012, pour rappel, le magnat y avait coupé tous les budgets en rétorsion de la fameuse Une "Casse-toi riche con". Le manque à gagner s'était élevé à 150 000 euros, mettant en péril l'équilibre économique du journal. » Et celui du *Monde*: « Selon *Le Canard Enchaîné*, *Le Monde* aurait été soumis au même traitement en 2017, perdant 600 000 euros à la suite de ses articles sur les "Paradise Papers" évoquant le recours de Bernard Arnault à des paradis fiscaux. » Vous avez dit « indépendance » ? ■



PORTRAITS DE JOURNALISTES DANS *LIBÉRATION* ENTRE-SOI ET COMPLAISANCE

Tout le monde il est beau,
tout le monde il est gentil.

On se souvient du portrait «*dégoulinant de complaisance*» de Nathalie Saint-Cricq¹ paru dans *Libération* (4 avr. 2024). Ce n'était pas un acte isolé. Et pour cause: depuis le mois de janvier 2024, les portraits de journalistes s'enchaînent. Emilie Tran Nguyen (2 févr.), Thomas Misrachi (5 févr.), Tristan Waleckx (11 févr.), Thomas Snégaroff (3 mars), Benjamin Duhamel (15 sept.), Sonia Devillers (17 sept.), Michel Denisot (27 oct.), Maxime Switek (22 janv. 2025)...

Avec, à chaque fois, le même procédé: plutôt qu'un questionnement des pratiques professionnelles, la focale est mise sur l'histoire familiale, la vie privée, la personnalité, le dernier projet en date (souvent, un livre). Ou comment combiner starification et dépolitisation...

«*Si on a voulu faire son portrait, c'est parce qu'on estime que Benjamin Duhamel vaut mieux que sa caricature.*» De quoi donner le ton! Dans la même veine, Michel Denisot n'est plus que l'«*impeccable majordome du Grand Journal*», «*œil vif*» et «*observateur*

averti», quand Thomas Snégaroff est «*élançé, bavard, rapide dans sa tête, il est hyperractif*». Ou encore, toujours à son sujet: «*Autre singularité, pour un journaliste: il est agrégé d'histoire. On en connaît qui, cumulant ce diplôme et la fréquentation des plateaux télé, ne passent plus les portes. Lui reste sympathique, normal, et sourit avec sincérité.*»

On monte encore d'un cran avec Sonia Devillers: «*Pile. Sonia Devillers irradie, semillante et impériale. Elle parle avec un vocabulaire choisi, sa prononciation parfaite fait son charme. Face. Elle se dit écrasée par un surmoi tel que malgré dix ans d'analyse, elle s'interdit des tas de choses, à commencer par le plaisir.*»

Et puis, parfois, des moments d'anthologie. Comme ce panégyrique de Benjamin Duhamel:

Solide culture politique, questions limpides: son but comme intervieweur est d'abord de mettre ses invités face à leurs incohérences. A priori banal, et pourtant, de moins en moins en vogue dans le journalisme politique télé. Lui n'hésite pas à couper dans le gras des éléments de langage, à repasser des archives

vidéo gênantes, à utiliser les arguments des uns pour contredire les autres. Bosseur, pour préparer ses questions, il textote avec les rubricards des quotidiens qu'il lit tous les matins. Il cite comme influences David Pujadas, Léa Salamé ou Patrick Cohen.

Il fallait oser!

Il y aurait pourtant tant à dire sur les pratiques de ces stars de l'info, comme des positions sociales et professionnelles qu'ils occupent...² Las, la complaisance prend systématiquement le dessus. Ou comment, tranquillement mais sûrement, cultiver son carnet d'adresses et, on n'en doute pas, forger de solides compagnonnages médiatiques. Car en définitive, ces portraits en disent moins long sur les heureux élus que sur la rédaction qui choisit de les mettre en scène. Lesquels ont en partage la passion du microcosme... et les préoccupations nombrilistes qui vont avec. ■

1. «Une "pointure" et beaucoup de cirage», *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 3.

2. Au sujet de Benjamin Duhamel, lire par exemple «Cher Benjamin Duhamel», *Blast*, 19 oct. 2024.

COMMENT FRANCE INTER DÉFIGURE UN MOUVEMENT ÉTUDIANT

France Inter, Sciences Po et la Palestine.



Entre les mois de mars et mai 2024, le traitement dominant qu'ont réservé les grands médias aux mobilisations étudiantes en soutien à la Palestine, notamment à Sciences Po, s'est inscrit dans un périmètre pour le moins restreint, relevant davantage du procès à charge¹ que de l'information. Un focus sur la couverture réalisée à cette époque par France Inter permet de mettre en lumière les mécanismes et les pratiques traditionnels par lesquels les médias en arrivent à défigurer un mouvement social. Et ce, sans avoir nécessairement besoin de recourir aux formats consacrés du « parti pris ».

À partir des données et des notices de l'INA compilées entre le 1^{er} novembre 2023 et le 1^{er} juin 2024, nous avons recensé 58 contenus produits par France Inter à propos des mobilisations à Sciences Po en soutien au peuple palestinien. Deux séquences se dégagent. Une première, extrêmement brève, date de la mi-mars. La seconde, s'étalant du 25 avril au 8 mai 2024, est de loin la plus fournie puisqu'elle concentre près de 85% des contenus (49). Elle est, aussi, celle qui a retenu prioritairement notre attention.

Au préalable toutefois, les contenus produits à la mi-mars méritent qu'on s'y arrête, tant ils offrent

un condensé édifiant des biais qui émaillent la couverture de la deuxième séquence.

L'HÉGÉMONIE DES SOURCES «LÉGITIMES»

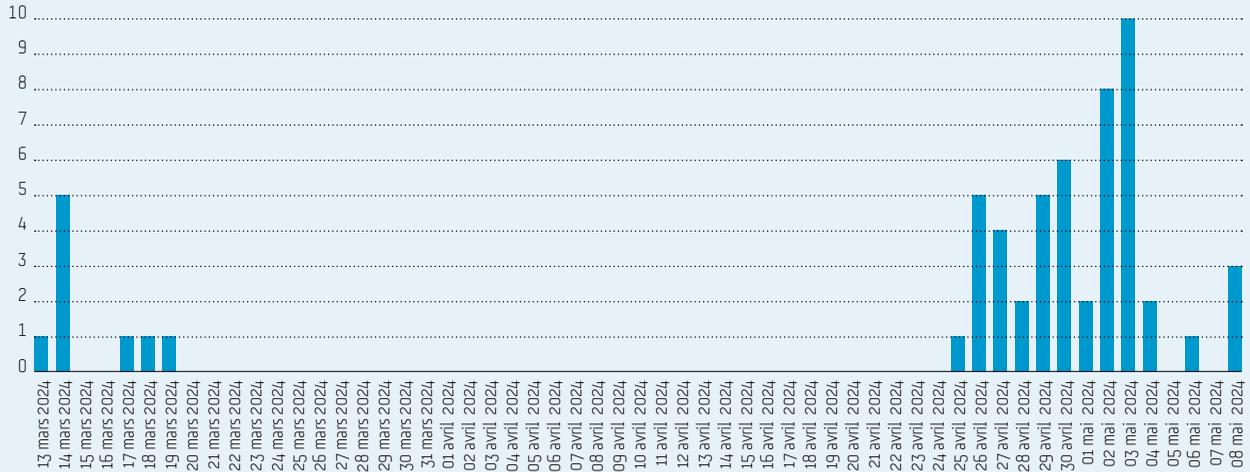
Au journal de 19h, le 13 mars, une information relative à Sciences Po fait l'objet d'un coup de projecteur, dès l'annonce des titres :

Hélène Fily: *Le gouvernement va saisir la justice après la mobilisation pro-palestinienne d'hier à Sciences Po interdisant la présence d'étudiants juifs. Gabriel Attal, le Premier ministre, l'a annoncé en se rendant sur place ce soir.*

Tonitruante, cette accroche appelle au moins deux remarques. D'une part, on comprend d'emblée que la mobilisation étudiante n'est pas une information en tant que telle, mais un élément de contexte périphérique rapporté pour les besoins du sujet numéro 1 – l'annonce de Gabriel Attal. On constate, d'autre part, l'absence totale de précaution de la rédaction de France Inter: s'affranchissant de tout conditionnel, la journaliste présente un acte de discrimination envers des étudiants juifs (au pluriel) comme un fait avéré. Largement démenti depuis, cet épisode a fait l'objet d'un emballement politico-médiatique inconsidéré, initialement déclenché par

1. « Palestine et mobilisations étudiantes: calomnies médiatiques en série », *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 22.

Contenus sur France Inter à propos des mobilisations de soutien à la Palestine à Sciences Po
du 13 mars 2024 au 8 mai 2024



l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) avant d'être propulsé sur le devant de la scène par la direction de Sciences Po et surtout, par le pouvoir politique – avec en chefs de file, le Premier ministre Gabriel Attal, la ministre de l'Enseignement supérieur Sylvie Retailleau et le président de la République lui-même.

France Inter aura donc apporté sa pierre à l'édifice. La confiance aveugle accordée aux sources institutionnelles conduit en effet la première radio de France à emboîter le pas au pouvoir politique, dont elle se fait la caisse de résonance. C'est ainsi qu'après les gros titres, les mêmes biais se prolongent dans le reportage. «*La polémique prend de l'ampleur*», annonce d'emblée Claire Servajean, avant de laisser Héléne Fily dérouler son sujet:

Une centaine d'étudiants pro-palestiniens qui ont occupé l'amphithéâtre principal de la grande école, empêché la tenue d'un cours magistral et l'entrée d'une étudiante de l'Union des étudiants juifs de France [notons que «d'étudiants juifs» au pluriel, on passe désormais à «une étudiante», NDLR]. Elle dit avoir été traitée de «sioniste» et Emmanuel Macron dénonce des propos «parfaitement intolérables». Bonsoir Marie [M.]. Et le Premier ministre s'est donc rendu sur place ce soir.

S'ensuit un court sujet d'une minute, qui ne consiste ni plus ni moins qu'en un duplicata du «*coup de semonce*» – également qualifié de «*démonstration de fermeté*» – de Gabriel Attal, en visite éclair au Conseil d'administration de Sciences Po dans

l'après-midi. Ses propos fustigeant notamment «*une forme de pente, de dérive [...] liée à une minorité agissante et dangereuse à Sciences Po*» ont été rapportés un peu plus tôt par une dépêche AFP, reprise partout dans la presse. Ils sont transcrits tels quels par la journaliste de France Inter et fournissent, de fait, l'angle traité sur la radio publique.

L'INFORMATION EST UN RAPPORT DE FORCES

À sens et source uniques, ce cadrage sera *partiellement* rectifié le lendemain. Mais comme toujours, le mal est fait à l'instant T. S'emballer d'abord, vérifier ensuite: tel semble être le précepte de rédactions abreuvées au modèle de «l'info en continu» et de la course au scoop.

Le retentissement de la «controversé» est d'ailleurs encore mis en scène dans les journaux d'information du lendemain matin. «*Sciences Po Paris en pleine polémique sur un rassemblement pro-palestinien*», annonce-t-on à 6h; «*C'est la suite de la polémique sur une mobilisation pro-palestinienne*», renchérit la rédaction à 7h, ou encore, à 8h: «*L'affaire est montée jusqu'au sommet de l'État, provoquant l'indignation d'Emmanuel Macron en conseil des ministres.*»

Néanmoins, contrairement à la veille, ces trois journaux font état de zones d'ombre et témoignent d'une information sous tension entre, d'une part, la communication appuyée du pouvoir politique et de la direction de Sciences Po, et, d'autre part, la version des étudiants mobilisés. Péniblement, cette dernière se fraye pour la première fois un chemin à l'antenne, où elle demeure toutefois largement sous-estimée,

La confiance aveugle accordée aux sources institutionnelles conduit France Inter à emboîter le pas au pouvoir politique, dont elle se fait la caisse de résonance.

ensevelie sous le poids des sources « légitimes ». Ainsi de cette brève au journal de 6h :

Une ligne rouge a été franchie, estime la ministre de l'Enseignement supérieur. Sylvie Retailleau annonce des poursuites disciplinaires contre deux étudiants ayant interdit l'accès à l'amphithéâtre à une autre étudiante parce qu'elle était juive, selon l'Union des étudiants juifs de France, ce que contestent les organisateurs du rassemblement.

Point final. Une heure plus tard, le journal de 7h avance de quelques pas supplémentaires, mais le déséquilibre dans la présentation des dites « versions » reste inchangé :

Une étudiante juive empêchée d'assister à la conférence. Les organisateurs disent que ce n'est pas en raison de sa religion, mais parce qu'ils voulaient l'empêcher de filmer à l'intérieur. La version des faits n'est pas très claire. Qu'importe pour la ministre de l'Enseignement supérieur Sylvie Retailleau, il faut un message de fermeté. [Extrait d'une interview de Sylvie Retailleau.]

Et qu'importe pour la rédaction de France Inter, qui s'empresse de relayer le message en question. Les journalistes ont beau nager dans un grand flou artistique, ils font le choix d'alimenter et d'amplifier la « polémique » plutôt que de tempérer en prenant le temps... d'enquêter. Ils ont beau, à demi-mot,

mettre en doute l'emballlement du gouvernement, ils lui tendent le micro.

Ce n'est qu'au journal de 13h, le 14 mars toujours, que le présentateur introduit un reportage en posant les questions qui auraient dû guider la rédaction dès le départ : « *Des propos antisémites ont-ils été tenus à Sciences Po Paris ?* » ou bien encore : « *Que s'est-il passé mardi dans l'amphithéâtre Boutmy à Sciences Po Paris ?* » Pointant du doigt une « cascade de réactions politiques » en passant soigneusement sous silence la responsabilité des médias qui leur ont donné tant d'écho, le présentateur du 13h use du conditionnel pour parler de la fameuse « interdiction d'amphi » – une première à l'antenne – et fait état de « versions contradictoires ». Non sans agrémente son reportage de quelques futilités à charge contre les étudiants mobilisés, sa collègue concède à sa suite :

[L'étudiante de l'UEJF] est refoulée parce qu'elle est connue pour prendre des photos et les diffuser sur les réseaux sociaux sans autorisation selon des étudiants présents. Personne pour l'instant ne confirme que des propos antisémites ont été tenus à son égard. Elle-même ne les a pas entendus. La seule chose que l'on sait, c'est qu'à la tribune, le comité pro-palestinien lance : « Attention, l'UEJF est dans la salle. » L'étudiante a pu rentrer dans l'amphi mais elle est très vite ressortie en raison du climat hostile.

Une information bien éloignée de la fake news initiale – abondamment relayée par la rédaction de France Inter –, quoiqu'encore largement lacunaire.

Quelques précisions méthodologiques

Constitué de 58 contenus, le corpus a été réalisé à partir d'une analyse des notices disponibles sur le site de l'INAthèque, combinée à une recherche manuelle sur les moteurs de recherche et le site de France Inter. Nous avons par la suite écouté l'ensemble des contenus. Si la méthode de recherche via l'INAthèque comporte nécessairement des biais, elle permet néanmoins une approche relativement exhaustive de la couverture de France Inter. Nous avons fait le choix de désindexer du corpus les contenus qui n'abordent les mobilisations étudiantes que très à la marge :

– L'interview de Gilles Kepel dans le « Grand entretien du 7/10 » en date du

25 mars 2024. Aucune question ne porte sur le mouvement social et Gilles Kepel l'évoque très succinctement.

De même, et pour les mêmes raisons, nous n'avons pas intégré l'interview de l'avocat Arié Alimi par Charline Vanhoenacker (« Bistronomie », 11 mai), ni celle de l'écrivain Hervé Le Tellier par l'équipe de « La bande originale » (16 mai).

– Plusieurs journaux du 10 mai et une chronique du 17 mai font état du « clash » entre Louis Boyard (LFI) et François-Xavier Bellamy (LR) devant Sciences Po Paris. Les mobilisations n'étant jamais évoquées en tant que telles, nous n'avons pas inclus ces contenus non plus.

POUVOIR D'AGENDA, ASYMÉTRIE DES EXPRESSIONS

Au cours de cette séquence en effet (13 – 19 mars), les étudiants jetés en pâture n'auront jamais le luxe d'être entendus directement. Aucune interview, aucun témoignage direct. La ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, bénéficie quant à elle d'un traitement bien différent. Deux prises de parole au total : un extrait d'entretien est diffusé dans le journal de 7h (14 mars), on l'a vu, suivi d'une interview en direct dans le journal de 13h du même jour, au cours de laquelle la ministre a toute latitude pour dérouler sa communication en dépit des questions relativement incisives que lui pose Jérôme Cadet. Bilan ? 0 seconde pour les étudiants... et plus de 5 minutes pour Sylvie Retailleau.

Dans les jours qui suivent, une deuxième interlocutrice aura le privilège de l'antenne sur cette affaire : Laurence Bertrand Dorléac, présidente de la Fondation nationale des Sciences Politiques (« L'invitée de 7h50 », 18 mars). Venue faire état d'une enquête administrative en cours, cette dernière ne

peut en tout état de cause confirmer ni infirmer le moindre fait, mais tient tout de même à apporter de l'eau au moulin de la disqualification, en pointant notamment des « choses absolument condamnables en ce sens qu'on ne peut pas empêcher un cours ». Il en va là, convenons-en, d'un grief d'un tout autre ordre...

Au cours de cette interview, la journaliste Sonia Devillers critiquera l'emballement du gouvernement et informera y compris les auditeurs de l'existence d'une tribune signée par « 37 étudiants et étudiantes juifs et juives », lesquels affirment avoir été « à l'intérieur de cet amphithéâtre, [...] chaleureusement accueillis et associés à [la] discussion ». Si le travail contradictoire est bienvenu compte tenu de l'emballement médiatique, il n'enlève strictement rien au traitement structurellement biaisé de France Inter. Car au bout du compte, les choix de la rédaction sont très clairs : ce sont bien les détracteurs des étudiants – et eux seuls – qui disposent du monopole de la parole à l'antenne. Et c'est bien la « polémique » – et elle seule – qui fait l'agenda.

Une « polémique » qui, nous le disions plus haut, laisse des traces : « une mobilisation pro-palestinienne où certains disent avoir entendu des propos antisémites », peut-on encore entendre sans aucune précision le 19 mars, dans le journal de 19h, dernière production recensée par l'INA sur cette séquence.

Ainsi court la rumeur, aidée en cela par les plus fins limiers du PAF. À l'instar de l'innarrable Nathalie Saint-Cricq qui, le 17 mars au cours de l'émission « Questions politiques », entend bien tirer cette affaire au clair. Invitée à commenter son « image de la semaine », l'éditorialiste choisit une photo du fameux amphithéâtre Boutmy aux couleurs de la Palestine. C'est alors qu'intervient la leçon de journalisme. Transcription *in extenso* :

Nathalie Saint-Cricq : Alors... Il y a manifestement une jeune femme qui était connue comme appartenant à l'UEJF, qui dit qu'elle n'a pas entendu directement un certain nombre de propos, mais qui aurait été empêchée de rentrer parce qu'ils auraient redouté qu'elle filme avec son iPhone et que, filmant, les gens soient... bon... Juste pour dire que... [Carine Bécard : Compliqué hein... à démenter... hum.] Tout ça... euh... manifestement, me semble... Plus un certain nombre d'empoignades assez désagréables...

Bref, Nathalie Saint-Cricq ne sait rien. Toutefois, nullement découragée par ses propres errances, elle insiste... et donne même immédiatement la leçon :

Nathalie Saint-Cricq : D'abord, je suis assez étonnée que Sciences Po [...], qui est plutôt a priori le temple de la réflexion, soit un endroit où on est pro ou contre et où on ne peut pas discuter. Deux, par le danger de cette importation parce que finalement, quand on est à l'extérieur, on a peut-être plus d'intelligence et de fraîcheur intellectuelle pour essayer de voir quelles sont les solutions pour un État, deux États, et pas simplement proférer des espèces de phrases sur « de la mer au Jourdain » ou « de la rivière à la mer ». Et de voir finalement que Sciences Po est devenu un endroit extrêmement idéologisé et que ça peut être

un peu effrayant si ça forme des futurs haut-fonctionnaires, qui a priori doivent servir une cause et non pas prendre fait et cause pour quelque chose de façon aveugle. Et j'ai parlé avec des étudiants, avec une des leaders des mouvements palestiniens qui manifestement, me semble euh... assez caricaturale. Si ce n'est non seulement pro-palestinien, mais anti-israélien. [...] Le 8 octobre, il y aurait pu avoir une gigantesque manifestation de soutien, elle n'est pas venue. Les étudiants ont toujours été là pour discuter, pour débattre. Je ne suis

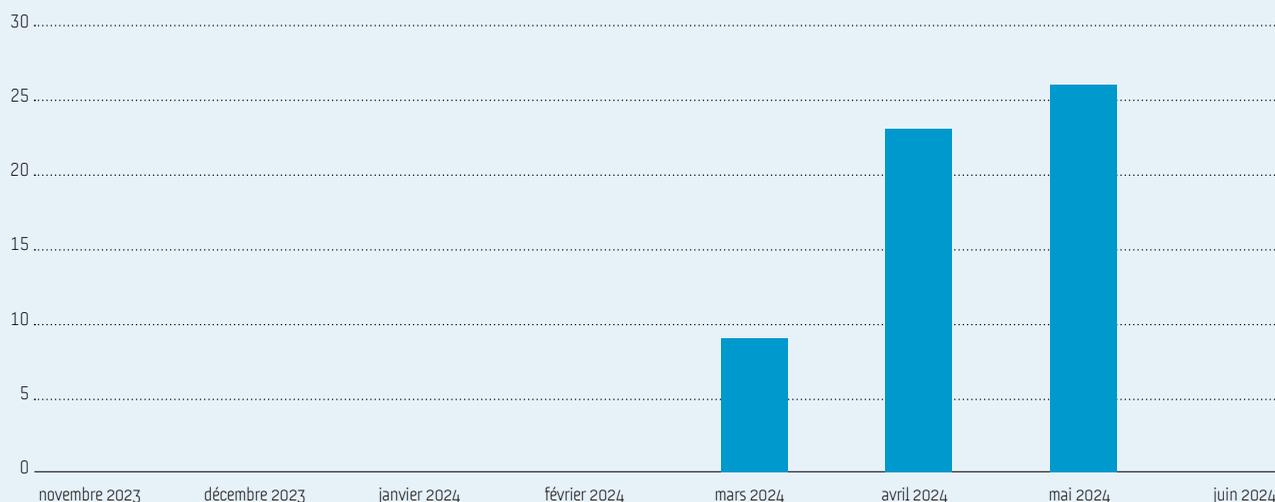
pas certaine qu'avec un keffieh entouré autour de la tête, ce soit le meilleur endroit...

Vous avez dit « chien de garde » ?

À vouloir courir trop vite, la rédaction de France Inter s'est une nouvelle fois pris les pieds dans le tapis. Partie prenante d'un emballement politico-médiatique d'ampleur, totalement subordonnée à la communication du pouvoir politique, elle démontre son incapacité à s'extirper des pratiques journalistiques qui font les « polémiques » ordinaires. Et comme le veut la coutume, elle ne présentera aucun *mea culpa* pour son traitement de « l'affaire Sciences Po ». Mais le bilan le plus important reste tout de même celui-ci : la couverture de la « polémique » a totalement supplanté le traitement de la mobilisation étudiante. Dans un contexte d'adversité aiguë contre les étudiants, ne pas accorder à ces derniers le moindre temps de parole

S'emballer d'abord, vérifier ensuite : tel semble être le précepte de rédactions abreuvées au modèle de l'info en continu et de la course au scoop.

Contenus sur France Inter à propos des mobilisations de soutien à la Palestine à Sciences Po de novembre 2023 à juin 2024



témoigne déjà d'un rapport pour le moins contrarié à la déontologie. Un second constat finit d'enfoncer le clou : au terme d'une semaine de « polémique », les auditeurs de France Inter ne disposent strictement d'aucune information sur les raisons pour lesquelles, en première instance, des étudiants de Sciences Po ont décidé d'occuper un amphithéâtre. Ni, *a fortiori*, sur les arguments qu'ils ont fait valoir à l'occasion de cette manifestation.

Exacerbés à travers la couverture de cette « polémique » à la mi-mars, ces biais se sont prolongés au printemps, alors que les mobilisations étudiantes ont pris de l'ampleur.

UNE MÉDIATISATION EN PARTIE DÉCORRÉLÉE DE LA MOBILISATION

C'est en effet à partir du 25 avril que Sciences Po revient à l'antenne de France Inter, avec une simple brève focalisée sur l'opération policière ayant conduit à l'évacuation du campus occupé par des étudiants. Depuis ladite « polémique » de la mi-mars (soit plus d'un mois), aucun sujet spécifique relatif à la mobilisation en soutien du peuple palestinien n'est recensé à l'antenne par l'INA. On n'en trouve d'ailleurs aucune trace non plus entre le 1^{er} novembre 2023 et le 13 mars 2024.

C'est un premier biais... et il est de taille : on constate ainsi qu'à l'antenne de France Inter, la médiatisation est en grande partie décorrélée de la mobilisation elle-même, indexée non pas sur l'agenda des

étudiants, mais sur celui d'acteurs tiers qui interviennent sur le cours de la mobilisation en question, qu'il s'agisse ici de la police ou, comme à la mi-mars, de personnalités politiques. Au cours de ce long mois, comme des précédents depuis novembre 2023, le comité Palestine de Sciences Po Paris – pilier de la mobilisation, créé peu de temps après le 7 octobre et réunissant « 300 à 400 étudiants » selon *Le Monde* – a pourtant entrepris des actions et avancé des revendications². Non qu'il ne se passait « rien » : il ne se passait rien que la rédaction de France Inter juge digne d'une information.

Une chronologie journalistique qui dessine, en creux, l'influence asymétrique exercée par les différents acteurs d'un conflit auprès des rédactions, proportionnée au poids symbolique qu'ils occupent plus largement dans le rapport de forces politique et idéologique. L'attention, l'intérêt et la légitimité accordés par la rédaction de France Inter aux sources institutionnelles conduisent à ce qu'une opération de police, le déplacement d'une personnalité politique ou une simple déclaration de ministre soient perçus comme ayant suffisamment de valeur pour être portés à l'antenne et, de fait, construits comme le point de départ d'une médiatisation qui n'existait pas auparavant.

A contrario, bien qu'il se dote de moyens de communication autonomes, le comité Palestine de Sciences Po ne jouit pas du même crédit que ceux qu'il a le mauvais goût de critiquer. Et ce, alors que cette

2. « Sciences Po : le comité Palestine, une génération de militants spontanée et hétéroclite », *Le Monde*, 11 mai 2024.

3. De nombreux facteurs peuvent expliquer cette attention particulière : la renommée symbolique de l'école, d'où est issu un large pan d'« experts » médiatiques et de personnalités politiques ; sa localisation parisienne, où sont implantés les sièges des médias nationaux ; mais aussi, évidemment, la proximité sociologique entre certains journalistes et étudiants. Des journalistes ont en outre étudié dans cette école, et des étudiants de Sciences Po sont amenés à faire des stages au sein des grandes rédactions parisiennes.

prestigieuse école parisienne a l'avantage d'être sous les radars des rédactions... parisiennes, bien plus que nombre d'universités en France⁵. En témoigne d'ailleurs la couverture relativement importante de cette deuxième séquence de mobilisation par une radio nationale, qui tranche avec le silence assourdissant accompagnant tant d'autres manifestations en soutien au peuple palestinien, au sein d'autres établissements d'enseignement, mais plus encore, au sein du mouvement social partout en France.

Reste que, couplé aux exigences de rapidité et au mimétisme présidant à la fabrication de l'information, ce déséquilibre des sources influe mécaniquement sur le contenu de l'information produite. Ainsi, le 25 avril, une simple brève de 11 secondes est délivrée dans le journal de 13h :

En écho à ce qui se passe dans les grandes universités américaines, qui dénoncent le sort des Palestiniens de Gaza, un site du campus de Sciences Po Paris a dû être évacué hier soir. Il était occupé par une soixantaine de militants pro-palestiniens.

Ici, c'est bien l'action de la police – naturalisée de surcroît, c'est à dire présentée comme si elle relevait d'une sorte de fatalité – qui appelle la médiatisation. De l'occupation des étudiants de Sciences Po, on ne sait toujours rien à proprement parler, en dehors du fait que ces derniers sont désormais qualifiés de « militants » et catégorisés sous l'étiquette « pro-palestinien », laquelle est utilisée dans la quasi-totalité des contenus du corpus. Une appellation réductrice et bien peu signifiante, pour ne pas dire entachée de discrédit au regard de ses usages dans le discours médiatico-politique dominant.

On remarque en outre que bien qu'aucun détail ne concerne l'occupation, la rédaction de France Inter dresse un parallèle – présenté comme évident – avec les mobilisations des campus américains, ayant fait quant à eux l'objet d'un développement au cours du journal de 13h. Un cadre interprétatif de l'objet « mobilisation Sciences Po » – réplique de la « mobilisation US » – est donc donné sans que cet objet n'ait encore jamais été étudié ni même présenté aux auditeurs... L'art de mettre la charrue avant les bœufs ?

L'ART DU « CADRAGE », OU COMMENT RATER LE CŒUR DE CIBLE

C'est en tout cas la conclusion à laquelle nous conduit l'étude des contenus produits le lendemain

(26 avr.). Dans les journaux de 6h et 7h, deux brèves reconduisent ainsi en grande partie le même cadrage. La première mentionne une intervention de la police contre un mouvement « en écho aux mobilisations sur les campus américains » et la seconde, une nouvelle occupation réalisée « dans le sillage des actions menées dans des universités américaines », « alors qu'aux États-Unis, le mouvement de protestation contre la guerre à Gaza se généralise, de Los Angeles à Atlanta, d'Austin à Boston, [et que] le mouvement d'étudiants américains pro-palestiniens grossit d'heure en heure. »

Puis, au 13h, après un sujet sur les mobilisations de Columbia, la rédaction embraye immédiatement :

Et en France, le siège de Sciences Po Paris a de nouveau été investi cette nuit par une cinquantaine d'étudiants pro-palestiniens. L'occupation se poursuit dans le bâtiment historique de l'école, soutenue par une manifestation rue Saint-Guillaume avec keffieh et drapeaux

palestiniens. Bonjour Sonia [P.], pourquoi ce mouvement prend-il particulièrement à Sciences Po Paris ?

La question posée par le présentateur à la « journaliste-reporter » dit tout du cadrage préalablement établi par la rédaction. Celui-ci ne porte (toujours) pas sur les motivations des étudiants, mais sur les facteurs qui pourraient expliquer la « propagation » de la mobilisation au sein de la grande école parisienne. Si, pour la première fois, deux témoignages d'étudiantes sont donnés à entendre, aucun ne porte sur les revendications ni ne donne d'explication quelconque sur le fond du mouvement. Ils illustrent en revanche la problématique que la rédaction de France Inter était venue chercher : la preuve que ce mouvement vient d'une manière ou d'une autre de l'étranger. La première étudiante mentionne ainsi la présence de « davantage d'étudiants internationaux à Sciences Po que dans d'autres universités » et la seconde évoque le parcours d'une étudiante très impliquée dans le comité Palestine, inscrite dans un double cursus franco-américain (entre Sciences Po et l'université de Columbia). Dissertar et spéculer avant d'avoir... informé : une pratique du journalisme « à front renversé », qui n'a pas l'air de déranger la rédaction de France Inter, mais

coïncide opportunément avec... le cadrage du gouvernement: « Gabriel Attal a dénoncé ce matin [...] une minorité qui "veut imposer l'idéologie venue d'outre-Atlantique" », peut-on par exemple entendre dans le journal de 19h, le 27 avril.

Il faut ainsi attendre cinq jours⁴ après le début de la séquence pour qu'un contenu laisse une place un tant soit peu prépondérante aux étudiants concernant leurs propres motivations (30 avr.) et deux jours supplémentaires pour qu'un premier sujet soit anglé sur une partie de leurs revendications (2 mai). Les autres cadrages principaux s'articulent autour de l'influence des campus américains, on l'a vu (26 avr., journal de 13h); de l'ampleur réelle des mobilisations au sein des universités françaises (29 avr., journal de 19h); du peu de soutien accordé par la communauté enseignante de Sciences Po aux étudiants mobilisés (30 avr., journal de 8h); de l'intervention de la ministre de l'Enseignement supérieur revendiquant un double principe de « neutralité » et de « pluralité » au sein des universités (2 mai, journal de 13h); de la façon dont les jeunes mobilisés concilient les études et le militantisme (3 mai, journal de 7h); de la perception du mouvement étudiant en Israël (2 mai, journal de 19h et 3 mai, journal de 18h) ou encore, de la répression policière (3 mai, journal de 13h).

REVENDICATIONS: L'INFORMATION PARCELLAIRE

Le 30 avril, au journal de 19h, des détails factuels sont apportés sur les occupations dans les universités françaises. Le sujet est même à la Une, mais il fait l'objet d'un panorama presque exclusivement descriptif. Cinq étudiants sont ainsi conviés à donner leurs impressions... plus qu'à exposer ce qu'ils réclament. D'une durée de 38 secondes en cumulé, ces témoignages donnent à entendre une « solidarité », décrivent une mobilisation menée par « humanisme » et destinée à « faire entendre la parole palestinienne », avant de fournir quelques détails pratiques sur les lieux des manifestations.

La roue tourne-t-elle le 2 mai? Dans le journal de 19h, les occupations font à nouveau la Une et, compte tenu de la question posée par la journaliste – « Que disent les étudiants mobilisés pour Gaza sur

les campus aux États-Unis et en France? » –, on s'attend en effet à ce que les revendications soient largement exposées. Peine perdue puisqu'à sa propre question, la journaliste choisit de répondre d'une manière pour le moins... inattendue: « Le président israélien y entend de l'antisémitisme, là où Sciences Po, ce matin, à Paris, a essayé de débattre. » C'est alors un sens particulière-

ment clairvoyant de la hiérarchie de l'information que donne à voir France Inter, puisque les auditeurs devront en passer, d'abord, par le « message aux Israéliens expatriés » du président Isaac Herzog à propos des « slogans qui le heurtent » au sein des manifestations étudiantes américaines et françaises; puis dans un deuxième temps, par la communication de la ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, qui « réclame aux présidents d'universités de maintenir l'ordre ». Ceci pour en arriver, seulement dans un troisième et dernier temps donc, au débat – présenté comme « apaisé » – ayant eu lieu à Sciences Po le matin même entre étudiants, salariés et professeurs, qui s'est tenu « à huis clos » avec « près de 350 participants ». L'occasion d'entendre trois étudiants... pendant seulement 32 secondes en cumulé, alors qu'à titre de comparaison, le message du président israélien est diffusé pendant 1 minute et 10 secondes en continu. Autant dire que ce temps extrêmement contraint n'autorise que peu d'informations sur les revendications en tant que telles, abordées dans les (très) grandes lignes, uniquement concernant « la question sensible des partenariats entre Sciences Po et quatre universités israéliennes » (dixit le reporter) et vis-à-vis desquels une étudiante interrogée réclame la création d'une « commission d'enquête dans Sciences Po »⁵. Basta. Au total, le reportage dure 1 minute et 22 secondes et sera dupliqué dans l'édition de 23h, avec les mêmes témoignages d'étudiants.

Le lendemain (3 mai), dans la seconde partie du journal de 13h, la rédaction de France Inter semble enfin se décider à délaissier les à-côtés... pour se concentrer prioritairement sur le discours des étudiants. Jérôme Cadet:

Alors quand on leur demande pourquoi ils se mobilisent, nombre de ces étudiants expliquent qu'il faut, je cite, « arrêter le génocide » que commettrait l'armée israélienne à Gaza. Je donne la définition que fait le Larousse d'un génocide. « Crime contre l'humanité tendant à la destruction partielle ou totale d'un groupe

4. Le 29 avril toutefois, le journal de 18h consacre un sujet d'1 minute 44 à l'occupation d'un amphithéâtre de la Sorbonne. Trois étudiants témoignent pendant 20 secondes au total.

5. Les témoignages des deux autres étudiants interrogés portent sur l'importance d'« exprimer son point de vue de manière intelligible » et sur la « position de fermeté » de la direction de Sciences Po, critiquée notamment pour son « appel aux CRS ».

national, ethnique, racial ou religieux», fin de citation. Bonjour Éric [D.], on va voir ce qu'en dit maintenant la justice.

Si l'exposé juridique du journaliste est autrement plus informatif et concluant que la présentation « Larousse » du présentateur, le compte n'y est toujours pas : la parole étudiante a beau déclencher un (court) focus de la rédaction sur la qualification de « génocide », les revendications ne font toujours pas l'objet d'un sujet à part entière.

Un contre-exemple bien relatif voit le jour le lendemain (4 mai). Alors que le journal de 7h réitère l'appel de la ministre de l'Enseignement supérieur au « maintien de l'ordre », la rédaction diffuse un reportage sur le campus de Sciences Po à Poitiers, également occupé. Trois étudiants sont interrogés et pour la première fois, les extraits diffusés font tous état de revendications. Si les témoignages mis bout à bout ne durent que 37 secondes, le sujet porte véritablement sur la mobilisation elle-même et partie des messages qu'entendent porter les étudiants. Fait cocasse, ou plutôt révélateur : le reportage n'est pas signé d'un journaliste de France Inter, mais d'une consœur de la rédaction de France Bleu Poitou, rediffusé à l'antenne de la radio nationale... L'occasion de souligner le caractère parisiano-centré de l'information délivrée par France Inter. Si plusieurs villes concernées par des universités en lutte sont mentionnées à l'antenne (Lille, Le Havre, Grenoble, Dijon, Poitiers, Reims, Saint-Étienne et Lyon), l'information s'apparente davantage à du « name dropping » : en dehors du reportage de France Bleu Poitou et d'un autre focus sur un lycée international de Lille, aucun sujet ne s'attarde réellement sur les universités et les campus de Sciences Po en « province ».

Mais revenons-en aux revendications. Certes, dans les jours ayant précédé les sujets abordés en amont (2, 3 et 4 mai), la rédaction de France Inter n'a pas totalement passé les demandes étudiantes sous silence. Elle s'est contentée d'en rapporter une infime partie, soit au travers de brèves – des contenus d'une durée inférieure à 40 secondes –, soit de manière totalement périphérique, au détour

d'une interview ou entre deux virgules d'un sujet axé sur une autre information.

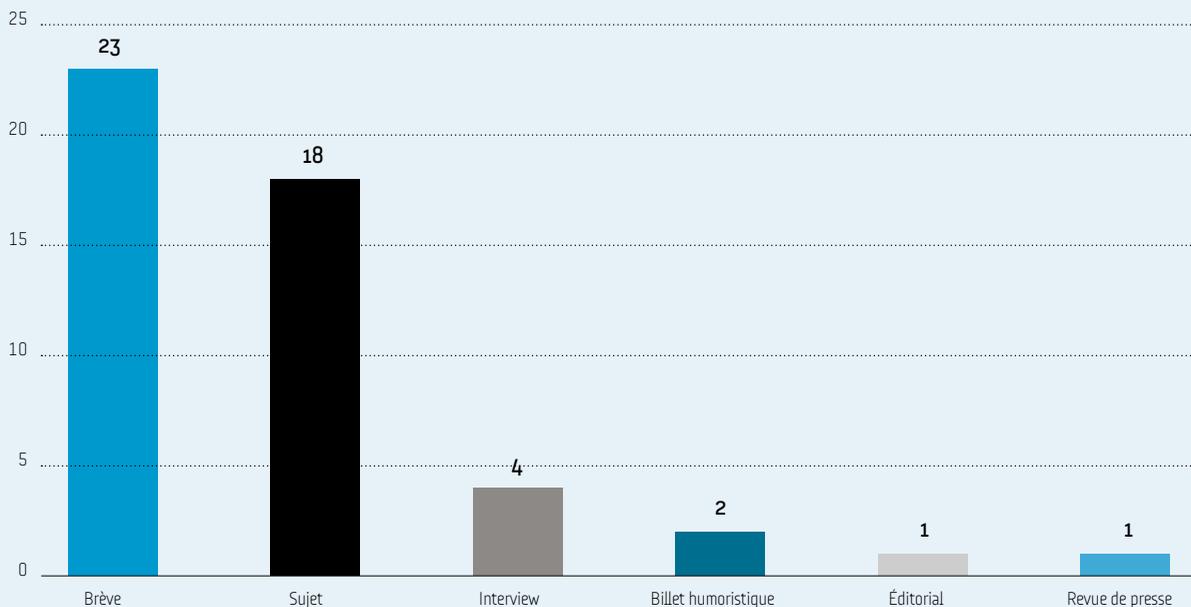
Le 27 avril, trois brèves respectivement diffusées dans les journaux de 6h30, 7h et 8h en font par exemple partiellement état. L'information majeure étant la levée du blocage de Sciences Po, la rédaction se sent tout de même tenue... de dire un mot du pourquoi ! *A posteriori*, on apprend donc par la voix de la journaliste que les étudiants « réclamaient de leur direction des prises de position plus claires sur l'action israélienne dans Gaza et l'arrêt des partenariats avec les universités de l'État hébreu » (27 avr., journal de 6h30). C'est tout ? C'est tout. Les deux journaux suivants portent quant à eux sur les engagements pris par la direction, laissant entrevoir, mais seulement en creux, l'existence d'autres revendications étudiantes : « [La direction] s'engage à organiser un débat interne, notamment sur les partenariats avec des universités israéliennes, et elle suspend les procédures disciplinaires lancées contre des étudiants participant à ce mouvement. » (27 avr., journal de 7h). Mais de ces procédures, comme des motifs pour lesquelles les étudiants s'en indignent, on ne saura strictement rien.

Il en va de la sorte dans la totalité des contenus étudiés : l'exposé des revendications est au mieux parcellaire, au pire, inexistant. Le format y est pour beaucoup : au cours de cette deuxième séquence, les brèves sont majoritaires, suivies par les sujets de journaux, dont la durée excède rarement 2 minutes et 30 secondes...

Ainsi, que dire d'une « information » qui se contente de mentionner, au cours d'une brève de 25 secondes, la demande d'« arrêt des partenariats avec les universités de l'État hébreu », sans dire un mot des partenariats en question, de leur nature et des raisons pour lesquelles les étudiants en font une question politique en réclamant leur suspension ? À notre connaissance,

L'étude exhaustive des contenus produits par France Inter permet de poser un diagnostic classique par temps de pratiques ordinaires du journalisme, alliées aux choix éditoriaux et aux cadrages édictés par les directions éditoriales, contribuent à totalement défigurer un mouvement social.

Contenus sur France Inter à propos des mobilisations de soutien à la Palestine à Sciences Po
du 25 avril au 8 mai



France Inter n'aura pas consacré le moindre temps d'antenne à creuser le sujet. Il en va de même s'agissant de l'exigence de « *prises de position plus claires [de la direction de Sciences Po] sur l'action israélienne dans Gaza* ». Quelles étaient ces positions jusqu'à présent ? Comment se sont-elles manifestées ? Et, partant, pourquoi ne pas dire un seul mot du phénomène pourtant central que dénoncent les étudiants sur cette affaire et qui motive précisément cette revendication : un deux poids, deux mesures manifeste au regard des déclarations et des actions prises par la direction de Sciences Po au lendemain du 7 octobre 2023 ? Autant de questions qui restent naturellement en suspens compte tenu... du déficit d'information.

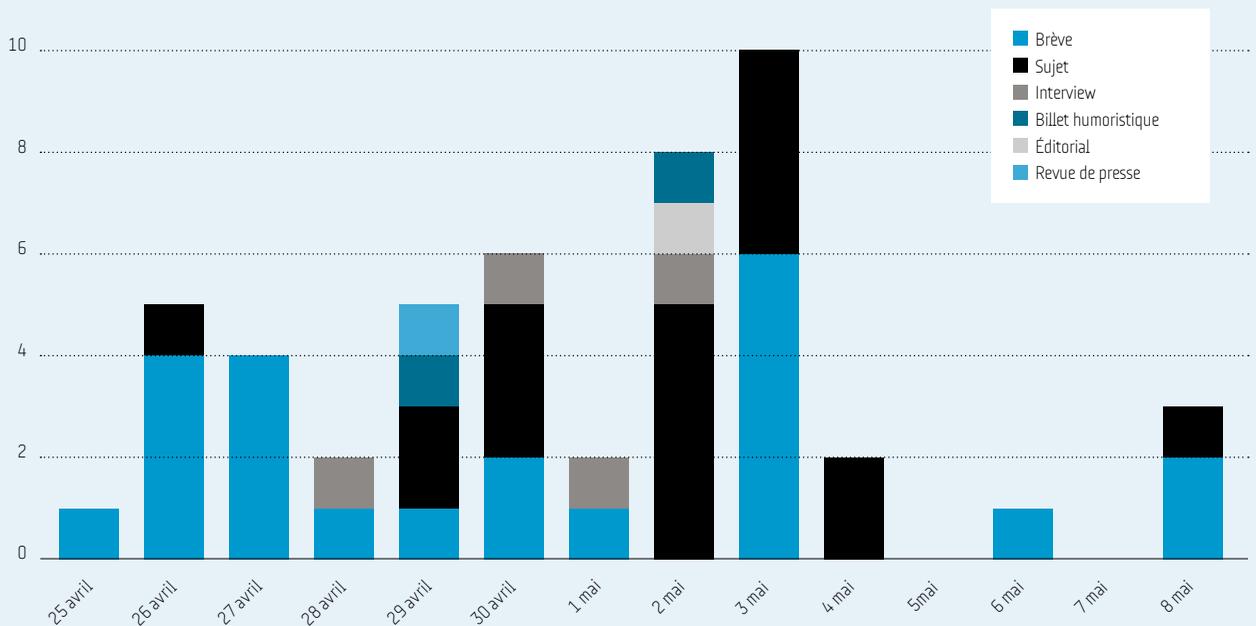
LES INTERVENANTS « LÉGITIMES »... ET LES ÉTUDIANTS

C'est que le bilan est particulièrement accablant pour une radio nationale : au terme de cette séquence (25 avril - 8 mai), soit deux semaines d'occupations, de manifestations, de discussions avec la direction, d'évacuations et de blocages successifs à Sciences Po Paris et ailleurs en France, aucun temps éditorial conséquent n'est consacré à ce que ces étudiants font, disent et réclament. Un énième

symptôme édifiant ? Les comités Palestine au sein desquels ils se sont regroupés sont à peine mentionnés à l'antenne et ne font jamais l'objet d'un reportage à part entière... Et comme on a commencé à le percevoir, le peu que l'on sait provient très rarement de la bouche des étudiants eux-mêmes.

À cet égard, analyser la répartition de la parole sur l'ensemble de la séquence nous renseigne beaucoup sur la manière dont la rédaction conçoit, construit et hiérarchise l'information qu'elle délivre aux auditeurs. Au total sur notre corpus, entre le 25 avril et le 8 mai, 22 étudiants ont témoigné à l'antenne de France Inter – issus de différents campus de Sciences Po dans leur immense majorité. L'ensemble de ces prises de parole sont diffusées dans les journaux d'information (13 sont concernés sur les 21 journaux du corpus) et intégrées à ce qu'on appelle des « enrobés », c'est à dire un reportage écrit par un journaliste, auquel il mêle donc sa voix à celle d'un ou de plusieurs interlocuteurs. Les étudiants ne disposent donc d'aucune parole autonome, ni ne bénéficient du cadre privilégié (et médiatiquement plus exposé) que confère par exemple l'interview classique, un genre journalistique qui demeure la chasse gardée d'intervenants « dominants ».

Contenus sur France Inter à propos des mobilisations de soutien à la Palestine à Sciences Po
du 25 avril au 8 mai



La preuve au cours de cette séquence. Quatre interviews ont été consacrées pour tout ou partie aux mobilisations étudiantes à Sciences Po. Les heureux élus occupent tous des positions sociales et professionnelles prestigieuses. Deux d'entre eux sont des personnalités politiques: la ministre Nicole Belloubet (30 avr.) et le député LR Aurélien Pradié (28 avr.). Une troisième est dirigeante syndicale: Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT (1^{er} mai). Quant à la dernière interview (« Grand entretien du 7/10 », 2 mai), elle s'est faite sous la forme d'une table ronde ayant réuni trois invités: Hugo Micheron (enseignant-chercheur en science politique rattaché au CERI et maître de conférences à Sciences Po), Anne Muxel (sociologue, directrice de recherche au Cevipof) et Roger Cohen (chef du bureau du *New York Times* à Paris).

Entre ces interviewés et les 22 étudiants mentionnés plus haut, les conditions d'expression sont donc totalement inégalitaires. Les temps de parole s'en font mécaniquement ressentir. Dans les reportages des journaux, aucun étudiant ne s'exprime plus de 58 secondes en continu. Cumulé, leur temps de parole s'élève à 7 minutes et 41 secondes, soit 9% de la durée totale des contenus consacrés aux

mobilisations étudiantes – près de 20% si on le rapporte à la durée des sujets et des brèves dédiés dans les journaux d'information⁶.

À titre indicatif, le temps de parole cumulé de 22 étudiants aura donc à peine excédé celui dont aura bénéficié Aurélien Pradié, à lui seul, au cours de l'émission « Questions politiques » (6 minutes 30). Nicole Belloubet s'exprime quant à elle 2 minutes et 26 secondes sur le sujet, comme Marylise Léon, et la table ronde spécifique du « Grand entretien du 7/10 » – « Mobilisation propalestinienne dans les universités » (2 mai) – dure environ 25 minutes. Il faut ajouter à cela les nombreux propos rapportés des ministres Sylvie Retailleau et Gabriel Attal, notamment, au cours des journaux d'information, qui contribuent également à cadrer l'information. Le 27 avril par exemple, les journalistes choisissent de consacrer une brève au fait que « Gabriel Attal a dénoncé ce matin "des dérives d'une minorité agissante et dangereuse" ». Aucun contradictoire n'étant apporté, la rédaction endosse le rôle de vulgaire porte-voix, à l'instar du 28 avril:

Sciences Po Paris, marqué par des occupations et des blocages ces derniers jours avant l'accord trouvé vendredi soir avec la direction. Hier, Gabriel Attal a déploré un « spectacle navrant et

6. Si l'on inclut la première séquence (mi-mars) dans le décompte, le temps de parole des étudiants représente 17% de la durée des sujets et brèves diffusés dans les journaux d'information et 7% de la durée totale des contenus relatifs aux mobilisations étudiantes en soutien à la Palestine.

choquant». Le Premier ministre affirme qu'«il n'y aura jamais de droit de blocage, jamais de tolérance avec l'action d'une minorité agissante et dangereuse.»

Fin de l'histoire... et ainsi de suite.

De la marginalisation des revendications à la relégation des étudiants au second plan, en passant par l'invisibilisation totale de l'organisation collective des comités Palestine ou encore le suivisme à l'égard de l'agenda du pouvoir politique ou de la police, l'étude exhaustive des contenus produits par France Inter permet de poser un diagnostic classique par temps de manifestation: les pratiques ordinaires du journalisme, alliées aux choix éditoriaux et aux cadrages édictés par les directions éditoriales, contribuent à totalement défigurer un mouvement social. Et ce, malgré un suivi relativement appuyé, à l'antenne, des mobilisations étudiantes à Sciences Po. Le panorama ne serait complet sans qu'on y intègre les contenus diffusés en dehors des journaux d'information: interviews, éditos et billets humoristiques. Lesquels, hélas, noircissent encore davantage le tableau.

«QUESTIONS POLITIQUES» : LES ÉDITORIALISTES- INTERVIEWEURS

L'émission « Questions politiques », diffusée sur France Inter et France Info en partenariat avec *Le Monde*, constitue un très bon thermomètre de l'éditorialisme. Chaque dimanche en effet, le service public confronte un invité à une présentatrice et deux – voire trois – intervieweurs, qui livrent leurs préoccupations à travers le choix de l'invité et des sujets qu'ils abordent, la sélection et la formulation des questions qu'ils posent, la manière qu'ils ont d'accueillir les propos de leur interlocuteur, etc. Dès l'ouverture de l'émission, ces intervieweurs sont en majesté: c'est la rubrique « L'image de la semaine », au cours de laquelle ces têtes pensantes sont invitées à partager un cliché qui les aura particulièrement marquées, avant, bien sûr, de le commenter; l'un n'allant pas sans

l'autre, tant il va de soi que l'un comme l'autre sont d'un intérêt capital pour les auditeurs...

C'est ainsi que le 28 avril, par exemple, tout un chacun trépigne en attendant de connaître ce qui aura retenu l'attention de Guillaume Daret au cours de la semaine passée. Il se trouve que ce jour-là, comme sa consœur Nathalie Saint-Cricq quelques semaines plus tôt, le chef adjoint du service politique de France Télévisions a choisi une photo de Sciences Po, « bloqué et occupé par des manifestants pro-Gaza ». Sic. Pas la moindre information n'est donnée sur l'occupation du campus en question... mais les verdicts pleuvent comme les poncifs: « C'est finalement le symbole d'un lieu où on ne se parle plus, alors que ça devrait être,

par essence, là où devrait se construire finalement le débat public. » Et l'éditorialiste d'enchaîner face à son invité du jour, Aurélien Pradié (LR):

Guillaume Daret: *Alors qu'est-ce que ça montre, cet exemple et ce blocage? Pour moi, c'est un exemple supplémentaire qu'aujourd'hui, malheureusement, la nuance n'est plus possible ou extrêmement difficile à trouver. On voit bien qu'aujourd'hui, discuter de l'ampleur de la riposte d'Israël et des moyens qui sont déployés, sans être taxé immédiatement d'antisémitisme, c'est extrêmement compliqué. À l'inverse, demander à boycotter des partenariats avec des écoles israéliennes, c'est ce que demandaient certains de ces bloqueurs, ça n'a pas grand sens aujourd'hui.*

Point final. Les deux phénomènes ont beau n'avoir rien en commun et leur comparaison, aucun sens, ils sont tout de même mis sur le même plan: un bel exemple de « nuance ». La revendication de boycott a beau être étayée par les étudiants – quoique laissée totalement hors champ par la rédaction de France Inter –, elle est disqualifiée sans que son détracteur n'en dise de nouveau un seul mot: un bel exemple de pondération.

On l'a bien compris: le propos n'est pas d'informer les auditeurs sur ce que les étudiants disent et font pour éventuellement en « débattre », mais bien de discréditer des « bloqueurs » ayant l'outrecuidance de se mobiliser contre la direction de leur école et contre un génocide en cours. Les propositions réactionnaires étaient donc prédestinées à cadrer l'entretien. Guillaume Daret: « Alors concrètement, pour

«Bêtise, intolérance et intimidation.»

Sophia Aram

changer ça [Aurélien Pradié vient de qualifier les actions étudiantes de «forfaitures démocratiques», NDLR], vous faites quoi? Est-ce qu'il faut par exemple suspendre les aides publiques à certaines de ces écoles, c'est ce que demandent certains dans votre camp?» L'occasion, pour le député LR, de se répandre en outrances sans qu'aucune d'entre elles ne soit balayée d'un revers de main par les journalistes, et encore moins taxée de n'avoir «pas grand sens». Pas même lorsque l'élu LR fustige une «minorité qui joue à interdire l'enseignement», avant de se voir accorder le dernier mot de la séquence... singulièrement «nuancée»: «Quand on interdit la transmission de l'histoire et du savoir, c'est le début du totalitarisme.»

BILLET HUMORISTIQUE... OU ÉDITO?

C'est un programme tout en «nuance» que nous propose également Sophia Aram dans son billet de lendemain. Ayant régulièrement lancé des appels à l'«équilibre» s'agissant de la situation au Proche-Orient, la bout-en-train profite naturellement de sa chronique pour nous en donner une illustration. «On ne voit pas pourquoi empêcher les cours dans le 7^e arrondissement obligerait Israël à un cessez-le-feu», ironise-t-elle d'emblée, avant de juxtaposer les anathèmes au fil d'un billet forcément «raisonnable»: «une mobilisation en forme de ZAD [...] mêlant souvent le grotesque à l'indécence»; des étudiants qui «jou[ent] les martyrs de la répression policière»; des «révolutionnaires de salon [qui] troqueront leurs keffiehs pour des habits sages» et «dont le combat pour la Palestine est beaucoup plus récent que celui qu'ils mènent contre l'acné»; des slogans «beuglés» appelant à «éradiquer l'État d'Israël et les Israéliens du Moyen-Orient»... Toute honte bue, elle va jusqu'à fustiger «l'indécence de leurs bruyantes indignations sélectives, qui rend leur silence au lendemain du pogrom du 7 octobre aussi assourdissant qu'incompréhensible». Bref: «bêtise, intolérance et intimidation». Trois mots pour une chronique «équilibrée»... accompagnant la loi du plus fort. Et qui, tel un parfait éditorial, alterne la calomnie, le mensonge et l'invective, du début jusqu'à la fin:

Sophia Aram: *Il faut encore trouver un adulte pour leur dire que, contrairement à ce que leur racontent les Insoumis venus s'époumoner sur les braises, le Hamas n'est pas une organisation de résistance, qu'il n'y a pas plus d'apartheid en Israël que de génocide à ce stade à Gaza et qu'à moins d'en programmer un*

nouveau, aucune solution décente ne passera par l'éradication de l'État d'Israël qui – le découvriront-ils un jour? – se trouve sur une petite bande de terre, située pile entre la rivière... et la mer.

Rideau.

LA MATINALE DANS SES BASSES ŒUVRES

Même studio, même ambiance dans la matinale du 2 mai. Préfigurant le «grand entretien» à venir, l'éditorialiste Yaël Goosz s'empare de la mobilisation à Sciences Po. Certes, le journaliste s'insurge dès le départ contre la surenchère du gouvernement et de la droite dans le débat public. Et parce que lui aussi se réclame d'un «sens de la mesure» – décidément! –, il se doit de le mettre en pratique:

Yaël Goosz: *Si la cause [des étudiants de Sciences Po] est légitime, la méthode pour l'exprimer peut ne pas l'être. Les opposants à la guerre au Vietnam ne disaient pas que l'État américain devait disparaître [Quelle revendication étudiante le réclame aujourd'hui s'agissant de l'État d'Israël? On n'en saura rien... et pour cause. NDLR]! Pourquoi ces mains rouges, symbole ambigu qui renvoie au massacre de deux réservistes israéliens à Ramallah en 2000? Enfin, qui est dupe du sillon creusé par les Insoumis dans une campagne qui parle plus de Gaza que d'Europe? Personne.*

Évacuer le fond pour mieux disqualifier la «méthode», recourir à des procès d'intention, disqualifier et diffamer à tour de bras sans le moindre argument: au bingo de «la mesure», France Inter coche définitivement toutes les cases.

Si besoin en était encore, le «Grand entretien du 7/10» diffusé quelques minutes plus tard à l'antenne est venu le confirmer. D'emblée, il n'est pas inutile de rappeler que France Inter a fait le choix de ne convier aucun étudiant à l'occasion de cette interview. Laquelle, dans l'émission, sera la première (et la dernière) consacrée aux mobilisations étudiantes au cours de cette séquence. Ce jour-là, trois invités sont pourtant réunis autour de Nicolas Demorand: le chef du bureau du *New York Times* à Paris, Roger Cohen, la sociologue Anne Muxel et le politiste Hugo Micheron. Trois intervenants incarnant une certaine idée du «pluralisme», puisque tous trois se chargent d'instruire plusieurs procès à charge contre les étudiants.

7. Comme la totalité de ses confrères, l'éditorialiste fait sienne cette «polémique», qui n'est autre qu'une cabale politique et un symptôme éclatant du pourrissement du débat public, où un procès d'intention, médiatisé à une échelle de masse, peut tenir lieu d'«information». Voir nos deux articles traitant de ce sujet dans le *Médiacritiques* n°51, juillet-sept. 2024, p. 8 et 22.

politique» et à critiquer la « radicalité politique » d'une mobilisation « animée par des minorités d'étudiants qui sont fortement politisés ». L'auditeur se doit d'être effrayé. A fortiori lorsque la sociologue prend le soin d'égrener les automatismes du moment : « extrémisation des mobilisations » ; « difficile de faire entendre des propos plus nuancés » ; « propos antisionistes voire antisémites qui sont portés par certains étudiants ». Le tout au fil d'un argumentaire fort étayé. Par exemple celui-ci :

Anne Muxel : Quand on voit [...] des mots, des slogans... Par exemple je pense au mot « génocide ». On entend « génocide à

Gaza ». Mais un génocide... On apprend à nos étudiants qu'un génocide, eh bien, la définition d'un « génocide », ça passe par un certain savoir historique, juridique, euh... c'est très, très, très précis un génocide. Donc on voit bien que, voilà... il y a quand même beaucoup d'étudiants qui ne se reconnaissent pas dans cette extrémisation à laquelle effectivement peuvent conduire certains combats politiques radicaux.

Anne Muxel, qui est sociologue et pas juriste, se permet donc, au nom d'un « savoir historique, juridique », de faire la leçon à tous les juristes internationaux qui interrogent le caractère génocidaire des massacres en cours à Gaza... cherchez l'erreur ! En conclusion de la table ronde, Nicolas Demorand qualifiera ces échanges de « passionnants ». Passionnante fut en effet l'absence de réaction visant à éclaircir de tels propos. Plus passionnant encore fut l'absolu silence de l'animateur

au terme de la première intervention de « l'expert » Hugo Micheron :

Hugo Micheron : Ce qui se joue, déjà, à mon sens, de très important, [...] c'est qu'on a une réimportation d'une certaine grille de lecture américaine de ce conflit sur le campus de Sciences Po. Et qui se caractérise notamment par la définition d'un camp du bien qui ferait face à un camp du mal, désigné si vous voulez comme un ennemi et avec assez peu de choses entre les deux, donc assez peu de nuances. Et ça c'est un problème, puisque cette dichotomie entre le camp du bien et le camp du mal, qui était hier portée par Donald Rumsfeld et George Bush aux États-Unis, avant-hier par McCarthy, aujourd'hui est portée par des étudiants qui se classent plutôt à l'extrême gauche, mais qui ne fait pas plus dans la mesure.

« Cette dichotomie entre le camp du bien et le camp du mal, qui était hier portée par Donald Rumsfeld et George Bush aux États-Unis, avant-hier par McCarthy, aujourd'hui est portée par des étudiants qui se classent plutôt à l'extrême gauche, mais qui ne fait pas plus dans la mesure. »

Hugo Micheron

Résumons à gros trait en commençant par Roger Cohen, qui ne cesse de jeter le discrédit sur les étudiants américains, entretenant mécaniquement la suspicion à l'égard de ceux de Sciences Po tant les interventions jonglent entre les uns et les autres comme s'ils constituaient un tout homogène. Réduites à quelques slogans mis dans le même sac dont il est « difficile de ne pas percevoir l'antisémitisme », leurs revendications ne font là encore l'objet d'aucun exposé précis ni objectif au cours de l'entretien. Elles sont en revanche malmenées, déformées et discréditées, parfois au prix de redoutables œillères concernant les résolutions... du droit international. Par exemple :

Roger Cohen : Maintenant, quand on [les étudiants] parle de colonialisme vis-à-vis d'Israël, ce n'est plus le colonialisme qui existe, c'est sûr, dans la Cisjordanie. Non, c'est tout le bébé ! Et c'est le truc entier. C'est la fin de l'État d'Israël. [...] On a un vrai problème hein.

L'animateur n'y trouve rien à redire.

Si la sociologue Anne Muxel occupe initialement un terrain d'apparence plus neutre en s'attardant simplement sur les raisons pour lesquelles il existe un fort « terreau de contestation » à Sciences Po, l'ambiance du studio semble rapidement la mettre à l'aise. Ainsi ne tardera-t-elle à déplorer une « instrumentalisation

Alors que Benjamin Netanyahu invoque dès octobre 2023 la «*prophétie d'Isaïe*» pour légitimer sa guerre génocidaire, parle d'un combat du «*peuple de la lumière*» contre le «*peuple des ténèbres*» et «*le mal à l'état pur*» ou encore d'une «*guerre de civilisation contre le barbarisme*», alors que nombre de dirigeants (et journalistes) occidentaux ont endossé cette rhétorique d'une «*guerre de civilisation*» et enclenché une redoutable répression d'État pour étouffer les voix et les actions de celles et ceux qui ne se laissent pas berner par cette mystification politico-historique, c'est aux portes de Sciences Po qu'Hugo Micheron entrevoit la continuation historique du maccarthysme. Vous avez dit misère ?

Sans borne, la complaisance de Nicolas Demorand conduira à d'autres types d'«*échanges passionnants*». Ce moment, notamment, où Hugo Micheron verse dans le complotisme autorisé en pointant à Sciences Po des «*groupes très structurés idéologiquement qui exploitent l'indignation légitime autour d'une guerre assez effroyable pour faire passer des arguments auprès d'un public beaucoup plus large*», sans pour autant jamais répondre à la question somme toute logique de l'animateur : «*Quels sont ces groupes ?*» Lequel n'insistera pas après avoir fait chou blanc.

Passionnant, pour conclure, fut ce long échange à deux voix entretenant la calomnie :

– **Nicolas Demorand** : *Parmi les slogans des étudiants, certains remettent directement en cause Sciences Po, sur le mode « Israël assassin, Sciences Po complice ». On a pu voir également ces images d'étudiants brandissant leurs mains peintes en rouge sang. Images qui ont choqué car elles rappellent celles du lynchage de deux réservistes israéliens à Ramallah en octobre 2000. Ces images, comment vous les avez reçues ?*

– **Hugo Micheron** : *C'est très important de revenir là-dessus [...]. Premier élément, déjà, Sciences Po, je pense que tout le monde pourrait être d'accord avec ça, n'est pas complice de la guerre à Gaza. [...] C'est factuel : [...] c'est une aberration. Le deuxième élément qui est beaucoup plus choquant, c'est cet épisode des mains rouges [...], qui, en fait, fait directement référence à, en 2000, ce qui s'est passé à Ramallah quand deux Israéliens avaient été tabassés à mort [...]. Donc si vous voulez, ce geste, qui mimique, qui fait une référence directe à cet acte, qu'on retrouve dans les rues de Sciences Po aujourd'hui, c'est une glorification indirecte du meurtre de deux Israéliens, et on le voit bien, le sous-texte, c'est « mort aux Juifs ». Qu'on le veuille ou non, c'est ça qui apparaît de façon subliminale.*

– **Nicolas Demorand** : *Même si les étudiants disent : « Nous ne connaissons pas cette affaire, ni l'image de 2000 » ?*

– **Hugo Micheron** : *Bah voilà ! C'est là où le prof [...] qui est en moi intervient. C'est que si les étudiants de Sciences Po où,*

justement, on est dans le lieu où le débat doit s'élever, ce lieu nous oblige, si les étudiants ne connaissent pas les références des gestes militants qu'ils emploient, bah moi j'ai un problème sur le fond intellectuel [...]. On ne peut pas prétendre ignorer les symboles auxquels on se réfère.

France Inter ou *Franc-Tireur* ? Médiatisé à une échelle de masse, cet épisode des «*mains rouges*» est en tout cas traité à l'identique.

À notre connaissance, ce «*grand entretien*» n'aura fait l'objet d'aucun retour critique à l'antenne. Pourtant, nombreux sont les auditeurs à avoir étrillé son dispositif et son contenu, ainsi qu'on peut le lire sur le site... de Radio France, à la page de «*la médiatrice*» (2 mai). Des messages qui auraient sans doute mérité une intervention publique... de la médiatrice, tant la quasi-totalité d'entre eux déplorent les «*amalgames, [les] poncifs, [et les] idées reçues*» ayant eu cours dans l'émission, dénoncent «*un choix d'invités [...] unanime et l'absence d'étudiants dans ce « débat »*» et soulignent en outre «*le fait qu'aucun auditeur n'a été invité à l'antenne pour réagir à cette discussion unilatérale ou obtenir l'opportunité de la nuancer.*»

Au fil de cette séquence de mobilisations étudiantes, c'est peu dire que France Inter aura brillé. De cadrages imposés en pratiques professionnelles routinisées, les rédactions auront montré ce qu'un média pourtant largement consacré dans le champ journalistique sait faire de pire. Éditorialiser à sens unique ; asservir son agenda à celui des institutions ; focaliser l'attention sur la forme des mobilisations et polariser les cadrages sur ses «*à-côtés*» ; accorder le monopole de la parole aux intervenants «*dominants*» ; ignorer superbement les premiers concernés ; invisibiliser leurs revendications ; amplifier l'écho des emballements politiques en mettant en scène les déclarations d'élus, de préférence outrancières ; saturer l'agenda de «*polémiques*» savamment montées en épingle, entretenant pour certaines des «*scoops*» fondés sur des fake news. Le tout pour un seul résultat : défigurer un mouvement social et participer activement au maintien de l'ordre. ■



PALESTINE «LE DEGRÉ DE DÉSHUMANISATION ET D'INVISIBILISATION EST SIDÉRANT»

Entretien avec Monira Moon, Hicham Touili-Idrissi et Houda Asal autour de la médiatisation de la question palestinienne.

Monira Moon milite au sein de la campagne BDS (Boycott – Désinvestissement – Sanctions). Diplômé d'un master en droit international à Sciences Po Paris, **Hicham Touili-Idrissi** s'est engagé pendant les mobilisations étudiantes en 2023-2024 au sein du comité Palestine; chercheur et artiste, il travaille aujourd'hui comme collaborateur parlementaire de la députée européenne Rima Hassan (LFI)¹. **Houda Asal** est sociohistorienne, spécialiste de l'immigration, des discriminations et de l'islamophobie.

Acrimed Il est difficile de revenir sur plus d'un an – et en réalité plusieurs décennies – de traitement médiatique de la situation en Israël/Palestine. Nous voulions toutefois commencer l'entretien en ayant votre regard, peut-être sur ce qui vous marque et révolte le plus en tant qu'observateur et observatrices des médias.

Monira On a constaté un glissement progressif dans le traitement médiatique, qui s'est accéléré au moment du 7 octobre 2023. Auparavant, les grands médias symétrisaient beaucoup ce qui se joue en

Israël/Palestine. On nous présentait l'histoire de deux entités qui se font face, à égalité. C'est un phénomène qui, déjà, effaçait l'occupation et l'apartheid. Je me souviens avoir lu cet article d'Acrimed qui parlait du « syndrome Tom et Jerry »² pour caractériser cela, c'est-à-dire une couverture médiatique qui ne permettait pas du tout de comprendre l'origine du problème puisqu'elle représentait deux ennemis qui se poursuivent, sans raison, depuis toujours. Cette symétrisation était donc déjà très problématique, mais je crois que là, on n'est plus du tout là-dedans. On est dans un traitement médiatique qui prend fait et cause pour Israël, qui reproduit un discours colonial fondé sur la lecture d'une guerre de la « civilisation » contre la « barbarie ». À partir du 7 octobre, ça s'est fait de plus en plus ouvertement. Et c'est un phénomène qui sert un agenda raciste en France. Nous avons tout de même, dans ce pays, une extrême droite qui prend énormément d'ampleur, pas simplement au travers de la progression électorale des partis, mais également au travers des idées, qui se sont énormément déployées, partout, et qui s'assument. Et en fait, ça se répond. C'est-à-dire que la question palestinienne est aussi utilisée pour enfoncer le clou du racisme et de l'islamophobie qui s'expriment ici. Il faut comprendre, du

1. Les propos tenus dans cet entretien ne l'engagent qu'à titre personnel.

2. « Informer sur le Proche-Orient », *Médiacritiques* n°3, avr.-juin 2012, p. 3.

MÉDIAS ET



“La question palestinienne est aussi utilisée pour enfoncer le clou du racisme et de l’islamophobie qui s’expriment ici.” Monira Moon

les personnes non-blanches, en France, d’assister à ce traitement aussi déshumanisant en sachant qu’au fond, on sait que c’est aussi de nous dont on parle. Quand on parle des Palestiniens comme de nuisibles, de gens qu’il faut éliminer, de gens qui sont tous des islamistes, etc., en fait, on parle de nous aussi symboliquement. C’est un enjeu qu’il faut vraiment saisir: se dire que oui, c’est notre affaire et oui, ça nous concerne, puisqu’on est visés par les mêmes logiques racistes même si évidemment, ça va de soi, on n’en est pas au point de subir ce que subissent les Palestiniens.

coup, à quel point ça peut être extrêmement violent pour

Hicham Je partage ce que Monira vient de dire. En ce qui me concerne, j’aimerais insister sur deux choses parmi les multiples aspects du traitement médiatique qui m’auront marqué. La première, c’est que quand nous, en tant qu’étudiants et activistes, on souhaite parler de la Palestine, on nous répond souvent: « Mais les médias en parlent tout le temps, le sujet est omniprésent, etc. » Mais la réalité, c’est qu’on ne parle jamais de ce qui se passe vraiment. On parle énormément des débats que ça suscite en France, on essentialise en parlant des Juifs et des Arabes, mais de la Palestine, on n’en parle pas, ou alors trente secondes, pour nous donner brièvement le nombre de morts, après un reportage sur ce qui se passe en Israël. On a comme une omniprésence, dans la sphère médiatique, de ce qui se passe *autour* de la question

palestinienne, mais de la question palestinienne, fondamentalement, on n'en parle jamais vraiment dans les médias très regardés. La deuxième chose qui m'a marqué, et c'était déjà le cas lors des précédentes offensives sur Gaza, c'est le traitement des bombardements et la façon dont le commentateur a largement déresponsabilisé l'armée et le gouvernement israéliens, notamment dans son utilisation calculée et illégale de doctrines militaires utilisant l'intelligence artificielle et faisant beaucoup trop de morts³. Un commentaire qui, dans le même temps, ne parle pas non plus des assassinats ciblés, des tirs de sniper, des personnes qui se prennent des balles dans la tête. Il y a des meurtres délibérés de Palestiniens, des journalistes, des docteurs, des soignants, des universitaires, etc. Si ce récit était donné, ça deviendrait plus compliqué de nous expliquer qu'Israël se défend en jetant des bombes qui créent des « dommages collatéraux ». Mais ce n'est jamais abordé dans les médias occidentaux.

Houda Je voudrais renchérir sur le premier point évoqué par Hicham, la désinformation et l'invisibilisation de ce qui se passe vraiment. Le traitement de ce qui se déroule en Palestine depuis le 7 octobre est systématiquement en deçà de tout. Quand on regarde d'autres médias – et moi, c'est clair que je m'informe énormément ailleurs ou alors avec des médias alternatifs s'agissant du paysage français –, ce que je ressens et ce que n'importe quel observateur devrait ressentir, c'est d'être horrifiée par l'ampleur objective de ce qui se passe. Depuis plus d'un an, y a-t-il un crime de guerre qu'Israël n'a pas commis ? Chacun d'entre eux mériterait des reportages à part entière et des indignations internationales. Mais le degré de déshumanisation et d'invisibilisation est sidérant. Il y a des humanitaires internationaux qui rapportent des témoignages décrivant des enfants avec des balles dans la tête, dans le ventre, c'est-à-dire un ciblage, volontaire. Il y a beaucoup plus d'enfants tués que dans n'importe quel autre conflit, mais ces

chiffres ne sont pas visibles, et au-delà du nombre de morts, *quid* des orphelins, des amputés, etc. Pour moi, c'est au-delà de l'imaginable. Je pense que dans cette guerre, dans ce génocide, l'ampleur, l'accumulation et la concentration des crimes sont vraiment inédites,

mais la couverture médiatique ne reflète pas ces proportions. Et j'ai pris l'exemple des enfants uniquement. On pourrait aussi parler du ciblage des hôpitaux, des journalistes, des personnels humanitaires, et des tortures. En Israël, on torture massivement sans que ça provoque davantage de réactions ni d'enquêtes. J'ai l'impression qu'il y a une acceptation du fait que nous sommes entrés dans un monde où le droit international n'a plus de valeur ni de poids.

Les grands médias participent de cette acceptation de la destruction du droit international et du droit humanitaire, de ces acquis qui n'étaient pas du tout parfaits, mais auxquels on essayait quand même de se raccrocher. Avec Gaza, tout ça s'envole sans que ça révolte comme ça le devrait. La question que je me pose, du coup, est la suivante: si on montrait réellement ce qui se passe, les ravages dans toute leur ampleur, sans désinformer, est-ce que la réaction des peuples serait réellement la même et les gouvernements pourraient-ils se permettre de continuer à être complices ?

“Les grands médias participent de cette acceptation de la destruction du droit international et du droit humanitaire.”

Houda Asal

Vous avez tous trois insisté sur la rareté de l'information. Hicham, tu citais ce que peuvent régulièrement faire valoir certains journalistes en disant: « Mais si, regardez, on en parle ». Si l'on s'en tient à un comptage strictement numérique, on trouvera en effet des sujets, ici et là, dans la presse comme dans l'audiovisuel. Mais c'est, en effet, un traitement au rabais. Ne pensez-vous pas qu'on le mesure d'autant plus quand on prend en compte son asymétrie totale avec l'engagement éditorial massif dont les grands médias ont fait preuve au moment du 7 octobre et dans les semaines qui ont suivi, que l'on pense en termes de surface et de hiérarchie éditoriales (nombre de Unes, éditions spéciales en continu, fils d'actualité permanents, etc.), de manifestations explicites de sentiments (empathie,

3. Voir à ce sujet les enquêtes de +972 Magazine, notamment « A mass assassination factory: Inside Israel's calculated bombing of Gaza », 30 nov. 2023; « Lavender: The AI machine directing Israel's bombing spree in Gaza », 3 avr. 2024 et « Why human agency is still central to Israel's AI-powered warfare », 25 avr. 2024.

compassion, horreur, colère, etc.) ou encore de prises de position politiques assumées de la part des rédactions ?

Monira Je pense effectivement que ce traitement du 7 octobre a fixé beaucoup de choses. Pour moi, il y a à ce moment-là une grosse responsabilité des grands médias dans la fabrication du consentement au génocide, notamment à travers la reprise systématique du discours israélien, des communiqués de l'armée israélienne et de ses mensonges, comme à propos des 40 bébés décapités. Les journalistes savent très bien qu'on ne peut pas prendre la parole d'une armée pour argent comptant, ni la présenter comme forcément légitime. Et pourtant, ils le font. Les bébés décapités, c'est une fake news qui a été relayée par la quasi-totalité des médias, même par certains journaux indépendants de gauche. Je me rappelle très bien qu'au mois d'octobre, on se sentait donc vraiment seuls, sans le moindre média auquel se raccrocher puisque même des médias

«de gauche» se sont situés dans cette fabrication du consentement, qui a permis à tout le monde d'accepter tranquillement qu'il y allait avoir une opération militaire dans Gaza, d'une ampleur qui avait été annoncée telle quelle; repensons par exemple au ministre israélien de l'Énergie, Israël Katz, affirmant qu'il n'y aurait plus d'eau, plus d'électricité, plus de nourriture, etc. Il annonçait le chaos et ça n'a pas fait réagir outre-mesure. Ça, ça aura montré très clairement qu'il y a des vies qui valent la peine d'être pleurées, et d'autres non. Les plateaux télé ont montré que les vies israéliennes, ça compte, mais que les Palestiniens étaient soit des «dommages collatéraux», soit tués dans le cadre d'une lutte contre le terrorisme. Ce dernier terme a d'ailleurs constitué un véritable piège, puisque dans les batailles sémantiques des premières semaines, des intervenants se sont vu reprocher le fait de préférer parler de «crimes de guerre», un lexique qui renvoie pourtant au droit international et appelle une réponse juridique et pénale. Quel discours et quel vocabulaire utilise-t-on ? À quoi ça sert ? On voit bien à quel point le débat était impossible à ce moment-là.

“Les journalistes savent très bien qu'on ne peut pas prendre la parole d'une armée pour argent comptant, ni la présenter comme forcément légitime. Et pourtant, ils le font.” Monira Moon

Je voudrais terminer en disant que si aujourd'hui, la fabrication du consentement n'est plus aussi manifeste qu'au départ, d'une part, elle n'a pas disparu, et, d'autre part, elle prend d'autres formes. S'agissant du premier point, *Le Parisien* a par exemple titré «la revanche du Phoenix» au moment

où Netanyahu s'est mis à attaquer le Liban; ce n'est ni plus ni moins qu'une hyper-valorisation d'une figure d'extrême droite, coloniale, qui pratique un génocide. C'est scandaleux, mais c'est dans l'air du temps... Sur le deuxième point, je pense notamment à ces plateaux télé où la personne censée représenter la «partie palestinienne» est, au mieux, une personne réellement issue des mobilisations palestiniennes, mais toujours seule, et sinon, des personnalités perçues comme «de gauche» et en apparence «pour la paix», mais qui portent un discours complètement vide et dépolitisant à propos des «deux côtés», du fait qu'«il n'y a plus d'empathie des deux côtés», etc. Il y a quelques semaines, l'une de ces personnalités intervenait par exemple sur un plateau télé en disant qu'il fallait de la paix et de l'empathie. Mais quand la journaliste lui a demandé «Vous êtes donc pour un cessez-le-feu ?», la réponse a été «non». Ce discours de «paix», c'est donc une abstraction discursive. Ce type de plateaux, notamment l'émission «C ce soir» sur France 5, sont faits de telle sorte que se dégage une apparence non conflictuelle, où tout le monde parle doucement et s'écoute. Je trouve souvent, au contraire, que ce qui s'y joue est extrêmement violent.

Hicham Je suis totalement d'accord sur ce que tu dis à propos de «C ce soir». J'ai participé à cette émission⁴ alors que moi, à la base, je ne voulais vraiment pas être médiatisé, ni aller débattre sur des plateaux. Entre étudiants à Sciences Po, on se poussait mutuellement à aller quand même faire entendre notre voix, dans un contexte où Sciences Po nous a jetés en pâture en affirmant des faits qui ont été ultérieurement prouvés faux: donner notre version dans la presse était presque une obligation morale. En plus de ça, c'était un moyen de faire avancer le narratif, notamment sur la question de la suspension des partenariats universitaires qui était totalement absente des plateaux télé. J'ai eu beaucoup de chance qu'il y ait eu Ariane [étudiante et militante de Révolution Permanente, NDLR] sur le plateau de «C ce soir». On s'est vus dans les couloirs, on a discuté de nos positions en essayant de voir comment on allait aborder les choses et on a réussi à montrer qu'on n'était pas là pour débattre de choses qui n'étaient pas «débattables». L'émission en elle-même pose en effet problème quand on présente ce qui se passe comme un objet de «débat», alors que les débats doivent avoir lieu à l'endroit des solutions politiques, et pas des constats humanitaires qui, eux, sont limpides. Par ailleurs, la séquence où Denis Charbit s'énerve contre moi, alors que je ne dis absolument rien, ça l'a beaucoup desservi. J'essayais d'avoir un discours extrêmement poli et facile, mais qui n'était pas juste «On veut un cessez-le-feu», c'est-à-dire un discours qui se voulait très clair sur la décolonisation totale de la Palestine. Ce qui est sûr, c'est qu'après ces quelques interventions télé au mois d'avril, on ne m'a plus jamais invité.

«Lorsque la question de l'antisémitisme est instrumentalisée pour minimiser ou justifier ce qui se passe en Palestine, c'est un énorme problème, y compris pour la lutte contre l'antisémitisme elle-même.» Houda Asal

Houda, tu as beaucoup travaillé sur l'islamophobie et sa construction dans les sociétés canadienne et française notamment. Dans un récent texte publié par Contretemps⁵, tu revendiques qu'«il est temps de parler de racisme anti-palestinien en France», en soutenant que ce phénomène et ce concept sont «quasi-inconnus alors qu'ils permettraient de mieux comprendre les positions de l'État français, de nombre de médias et de personnalités, face au génocide en Palestine.» Peux-tu développer ce point, et en particulier les raisons pour lesquelles tu penses qu'il ouvre des perspectives particulièrement opérantes au moment de penser et d'expliquer ce qui se joue dans de nombreuses rédactions en France?

Houda Il y a en effet besoin d'un mot pour penser la spécificité de ce qui se joue, même si évidemment, le racisme anti-palestinien s'inscrit dans la continuité du racisme anti-arabe, de l'islamophobie et du paradigme qui s'est ouvert avec la «lutte contre le terrorisme». En l'état, le débat public ne permet pas de le faire tant la question du racisme en général est mal traitée. En ce qui concerne les discriminations sur le terrain, les Palestiniens sont discriminés comme arabes et/ou comme musulmans, en tout cas supposés tels (sachant qu'un certain nombre d'entre eux sont chrétiens).

Le racisme anti-palestinien découle principalement de la question coloniale et c'est à cet endroit que le problème se noue. C'est un racisme fondamentalement anti-indigène, contre un peuple qui est colonisé *actuellement*, là où le racisme anti-arabe s'exprime contre des populations anciennement colonisées et qui, depuis, ont acquis l'indépendance,

ce qui n'est pas tout à fait la même chose. La spécificité palestinienne, elle est là. Ce sont des colonisés à qui on nie le droit d'exister sur leur terre et même désormais, le droit à la vie, en même temps que le droit à l'identité, à la circulation, au retour, à cultiver la terre, etc., avec cette dimension de remplacement

4. Lire «Palestine et mobilisations étudiantes: calomnies médiatiques en série», *Médiacritiques* n°51, juil-sept. 2024, p. 22.

5. «Il est temps de parler de racisme anti-palestinien en France», *Contretemps*, 15 sept. 2024.

d'un peuple autochtone/indigène par des colons. Le racisme anti-palestinien c'est ça, avec aussi le déni de l'histoire, notamment de la Nakba, qui est le début du processus génocidaire de remplacement sous forme de nettoyage ethnique. Et c'est précisément « ça » qui manque dans le récit médiatique. Or, si on ne comprend pas les enjeux spécifiques liés aux colonies de peuplement, on ne comprend pas la question palestinienne du tout. Et de fait, il y a autour de cette question un énorme impensé dans les médias, même dits « de gauche », à l'image de l'impensé qui règne dans une grande partie de la gauche politique. Beaucoup de sujets sont très tabous en France. La décolonisation, c'est très difficile de la penser. C'est aussi pour ça que la comparaison avec l'Algérie n'est jamais faite alors qu'elle serait pourtant non seulement appropriée mais aussi très intéressante.

Parler de racisme anti-Palestinien, c'est d'abord insister sur cette dimension coloniale anti-indigène. La deuxième spécificité, c'est l'effet-miroir avec l'antisémitisme, qui crée une hiérarchie des vies et une hiérarchie raciale. Lorsque la question de l'antisémitisme est instrumentalisée pour minimiser ou justifier ce qui se passe en Palestine, c'est un énorme problème, y compris pour la lutte contre l'antisémitisme elle-même. À cet égard, je tiens à souligner que s'il y a aussi des acteurs que l'on n'entend pas du tout dans les médias, ce sont les collectifs et intellectuels juifs antisionistes. De temps à autres, des médias très alternatifs vont leur tendre un micro, mais sinon, jamais. Et ça, ça dit beaucoup de choses.

Le troisième point, c'est que ce racisme anti-palestinien ne touche pas seulement les Palestiniens en tant que tels. En France la population palestinienne est peu nombreuse et peu visible, même s'il y a bien sûr le cas Rima Hassan, qui s'inscrit 100% là-dedans et dont le traitement est totalement caricatural⁶. Il y a, en revanche, une forme de « contagion » de ce racisme qui va viser le narratif palestinien et la parole palestinienne plus largement. Tous les alliés de la cause, depuis les personnalités considérées comme « pro-palestiniennes » jusqu'aux journalistes ou aux chercheurs qui cherchent à montrer un point de vue palestinien, à mettre en lumière la question coloniale et à parler de colonisés/colons, d'opprimés/oppresseurs, d'occupation et d'apartheid, tous ceux-là sont marginalisés, exclus ou déconsidérés dans l'espace médiatique dominant, où se donne à voir une hiérarchie de la parole et de la narration. Je

me disais que typiquement, un plateau comme celui qui nous réunit aujourd'hui, tous les trois, n'existera jamais. Ça ne peut pas exister en fait.

Et bien sûr, pour terminer, le racisme a toujours une fonction dans l'histoire. Avant le 7 octobre, il servait à justifier la colonisation, le nettoyage ethnique, l'apartheid et tous les agissements criminels de l'État d'Israël. Aujourd'hui, le racisme anti-palestinien permet de justifier un génocide en direct. La déshumanisation des Palestiniens, fondamentalement, elle sert à ça. C'est un phénomène qui date et qui aurait dû être mis en avant il y a bien longtemps, mais là, c'est tellement flagrant...

Cette déshumanisation est à l'origine du deux poids, deux mesures dont on a déjà un peu parlé. Parmi ses nombreuses manifestations dans les grands médias, l'une d'entre elles est moins souvent pointée du doigt. Il s'agit du traitement et de la confiance très nettement différenciés accordés par les rédactions et les chefferies médiatiques aux sources d'information auxquelles ils peuvent avoir accès, directement ou non, qu'il s'agisse des institutions, des journalistes ou des témoins et acteurs directs. Qu'avez-vous relevé de particulièrement édifiant à ce sujet au cours des derniers mois dans les médias français ?

Houda Depuis un an maintenant, je n'arrête pas de m'interroger sur la singularité de ce qui se passe en Palestine, de son traitement. Ce deux poids, deux mesures en fait partie et pour le comprendre, il faut à mon avis prendre en compte un enjeu politique central, à savoir le soutien explicite de la France à Israël. Ce qui est spécifique, c'est de donner autant la parole à un État qui commet un génocide, qui l'explicite et qui l'assume. Et donc de le légitimer. Imaginez si on donnait la parole matin, midi et soir à des représentants russes dans la guerre avec l'Ukraine. On sait en plus très bien qu'Israël a une longue histoire de propagande, la *hasbara*, qui a été très précisément documentée. Le degré de désinformation, on le connaît très

6. « Acharnement médiatique contre Rima Hassan », Acrimed, 31 mai 2024.

bien. Donc je ne comprends pas que des journalistes donnent encore la parole de cette façon à des représentants de l'armée ou du gouvernement israéliens. J'aimerais d'ailleurs qu'on me dise quel autre acteur ils écoutent et relaient autant, c'est vraiment spectaculaire. Et ce qui est peut-être encore pire, c'est qu'au fil du temps, les grands médias ne déconstruisent rien du tout. Je pensais par exemple qu'à l'occasion des « un an » du 7 octobre, on reviendrait sur toute la désinformation qui a été déployée à l'époque. Or, il n'y a rien eu. Il y a bien sûr des évolutions dans le traitement de ce qui se passe à Gaza, mais on n'a pas encore d'autocritique sur ce qui a été produit il y a un an. Les journalistes ne se sont pas excusés. Ils n'ont pas produit d'articles ne serait-ce que pour dire qu'ils s'étaient précipités alors qu'ils n'ont cessé de reprendre et d'intégrer les récits israéliens, que ce soit dans le choix des mots, dans le narratif ou dans les faits. De nouveau, cette séquence a été une défaite totale du journalisme d'enquête.

La deuxième chose, pour reprendre le fil du deux poids, deux mesures, c'est qu'en même temps qu'on donne du crédit à la propagande israélienne, *a fortiori* dans les médias d'extrême droite, on en donne très peu aux journalistes sur place. Leur travail est d'une rigueur incroyable alors que ce sont des personnes qui sont ciblées et dont on assassine les familles. Je rappelle quand même que c'est le conflit où le plus grand nombre de journalistes ont été tués et visés volontairement parce que journalistes. Certains d'entre eux pourraient sortir, notamment ceux qui travaillent dans les médias les plus prestigieux comme Al Jazeera, mais ils restent. Ils sont prêts à mourir pour faire leur métier.

Ça ne serait pas compliqué que chaque journal en France trouve des correspondants et des témoignages de Gaza, régulièrement. On entend que c'est compliqué, mais ce n'est pas vrai. Ce qui se passe, c'est qu'on a une masse de gens qui parlent... et qu'on n'écoute pas. Les journalistes palestiniens ne sont pas considérés comme des vrais journalistes. Et encore une fois, cette déconsidération, c'est du racisme. Pourquoi n'y a-t-il pas de manifestation importante dans la profession journalistique pour dénoncer cela ? Pourquoi les photos des journalistes tués ne

sont-elles pas publiées à la Une ? Où est l'indignation et la solidarité de la corporation pour leurs confrères et consœurs assassinés ? Pourquoi n'y a-t-il pas des plateaux entiers sur les journalistes palestiniens et la manière dont ils travaillent ? On n'est pas assez choqué, tout le temps, par tout ce qui se passe là-bas et la corporation journalistique, de tout bord, n'est vraiment pas à la hauteur. S'agissant du blocus de Gaza, on pourrait tout à fait imaginer que les journalistes

internationaux fassent pression sur leurs rédactions et sur Israël en disant : « Nous, on arrête d'inviter des représentants israéliens, on arrête de reprendre leurs déclarations, on les boycotte, tant qu'on ne nous laisse pas rentrer à Gaza ».

Monira La mise en cause des chiffres s'inscrit dans cette même dynamique. Quand les journalistes disent « selon le Hamas »,

c'est comme s'ils ne faisaient pas la différence entre une faction armée et un gouvernement qui a un ministère de la Santé, lequel recueille des données et rapporte des chiffres, bien sous-évalués en plus puisque seuls les morts directs sont comptés. Je suis engagée sur la Palestine depuis que je suis adulte et c'est toujours la même histoire. En 2014, il y avait cette même suspicion autour du ministère de la Santé et ses chiffres ont été ensuite confirmés par des rapports. Les grands médias reposent la question après chaque bombardement, en même temps qu'ils donnent crédit à Israël sans preuve ni vérification. On pourrait démultiplier les exemples des biais de vocabulaire, de langage, mais s'agissant du traitement médiatique en général, je voudrais insister sur un point qui a été moins commenté, c'est la question de l'accent. Des personnes qui n'ont jamais su prononcer le « kh » de Khadija se sont mises à parler du « Khamas ». Ça peut paraître anecdotique, mais ça ne l'est pas du tout. À la télévision, à la radio, des gens qui n'ont jamais pu prononcer un mot en arabe et qui n'ont jamais fait l'effort de prononcer un prénom correctement se mettent d'un coup à dire [le Khamas, le Khamas]. C'est un phénomène en réalité très visible et révélateur d'un racisme très clair. Autre chose m'est devenu insupportable : ce sont les titres d'articles avec des guillemets un mot sur deux. « L'ONU dénonce le "génocide" dans les "territoires palestiniens" ». Dès qu'on parle de la Palestine, les rédactions veulent tellement paraître « neutres »

**“Aujourd’hui,
le racisme anti-
palestinien permet
de justifier un
génocide en
direct.”** Houda Asal



qu'elles mettent des guillemets sur tout et n'importe quoi pour en arriver, au bout du compte, à s'engager sur rien du tout.

Et en tout état de cause, accompagner la loi du plus fort... On parlait un peu plus tôt du poids de la communication de l'armée israélienne: non seulement elle n'est pas mise systématiquement entre guillemets, mais elle fait aussi l'objet de reprises très sélectives. Typiquement, les vidéos de soldats qui documentent leurs propres exactions ne font couler que très peu d'encre et ne sont quasiment pas diffusées dans l'audiovisuel. Or, depuis le mois d'octobre, tous les jours, on a accès à des contenus de ce type sur les réseaux sociaux, recensés par des journalistes palestiniens notamment. Ça pourrait – et devrait – être un matériau exploitable d'un point de vue journalistique, mais ce n'est jamais ou très rarement le cas.

Hicham Il y a effectivement une dissonance totale entre ce qu'on voit tous sur les réseaux sociaux,

via ces journalistes palestiniens, ou dans quelques médias alternatifs... et ce qu'on voit à la télé. Ça produit un effet dévastateur et irréversible sur notre compréhension du mythe de la « démocratie ». Les associations palestiniennes ou les grandes ONG, qui travaillent sur le terrain, pourraient aussi constituer des sources de premier plan. Les comités Palestine, que ce soit à Sciences Po ou dans d'autres universités à Lyon, Genève ou en Belgique, sont d'ailleurs en contact avec beaucoup d'entre elles. De la même manière, de nombreux travaux de l'ONU ne sont jamais couverts, je pense notamment aux rapports sur la question de l'eau dans les territoires palestiniens⁷ et à celui d'Oxfam, qui en a produit un également concernant Gaza⁸.

Monira S'agissant des soldats, c'est même pire: il y a bel et bien une humanisation des soldats israéliens. Je pense aux reportages et aux sujets sur tel soldat franco-israélien, avec des gros plans sur sa vie, sa famille. On parle de citoyens partis s'engager dans un massacre de populations civiles, mais les journalistes réclament qu'on comprenne leurs affects et leurs émotions. La déshumanisation des Palestiniens passe

7. Voir les travaux et les rapports de Pedro Arrojo-Agudo, rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement à l'ONU.

8. «Water War Crimes: How Israel has weaponised water in its military campaign in Gaza», Oxfam, 18 juil. 2024.

on a passé des décennies à invisibiliser et à taire les récits, la vie quotidienne et l'ordinaire de cette population, comme de bien d'autres d'ailleurs, est-ce qu'il est possible, médiatiquement parlant, de combler ces ornières à l'instant T ?

aussi par l'humanisation des soldats qui les tuent. À ce sujet, je voudrais aussi évoquer un autre phénomène, qu'il faudrait développer longuement donc je me contente juste d'une introduction. Parfois, les médias montrent ce qui se passe à Gaza. Ils montrent des images. Des corps meurtris, déchiquetés. Mais je pense que faute d'être accompagnées de longs récits palestiniens, ces images sont elles aussi deshumanisantes en réalité. On s'habitue à ce que les corps non blancs soient des corps morts, ensevelis, déshabillés, torturés, mais sans voix pour rappeler ce que sont leurs vies et les vies autour. Quelque part, c'est montrer en deshumanisant. Mêmes dans nos milieux, on a tendance à vouloir montrer ces images violentes parce qu'on a envie que les gens en prennent conscience. Mais je crois qu'il faut qu'on y fasse attention et que le risque existe de participer à cette grande vague de deshumanisation. On les voit tout le temps dans cet état. Je pense qu'on a besoin de voir des Palestiniens debout, qui parlent, qui expliquent, qui racontent ce qui leur arrive, ce qu'est leur lutte contre l'occupation, contre la colonisation et l'apartheid. On a besoin d'entendre et de porter le message de Palestiniens vivants. Il faudrait presque rappeler que les champs de bataille où tout est détruit ne sont pas l'habitat naturel des Palestiniens. Ce sont des gens à qui Israël a tout pris.

Les grands médias ont joué et continuent de jouer un rôle fondamental dans ce phénomène, dans le sens où l'invisibilisation dure depuis des décennies. Nous n'avons pas de matière pour nous forger des représentations des Palestiniens. Aujourd'hui, comme tu le disais, leur «objectivation» est paroxystique puisque ce sont, en effet, des corps morts. Hier, ils étaient parfois des corps morts, mais la plupart du temps, ils étaient surtout des corps absents. C'est une deshumanisation qui travaille donc les imaginaires depuis très longtemps, qui fossilise un sentiment d'«étrangeté» et qui entrave toute forme d'identification à leur égard. C'est peut-être pessimiste, mais quand

Monira Je prends un exemple. Récemment, une journaliste de France 2 s'est félicitée de son reportage. Elle donne la parole à un Palestinien qui lui dit : « On a tout perdu, tout le monde est mort ». Mais est-ce que ça suffit ? Enfin, je veux dire, c'est quel niveau d'analyse de venir voir quelqu'un posté sur des ruines, qui a tout perdu, sans aller ailleurs, montrer d'autres choses et donner à entendre d'autres voix ? J'aime beaucoup le journaliste Jean Stern pour cela. Quand il fait des reportages sur la Palestine, il t'emmène en promenade, il décrit, il discute avec des gens. Tout ça nous manque.

Houda Sur la question des représentations, du point de vue des directions éditoriales, sans doute y a-t-il encore pire que montrer des Palestiniens comme victimes : c'est de les montrer comme résistants. Résistants au quotidien dans leur capacité à survivre, à rester chez eux, à s'entraider, à se tenir debout, à maintenir leur culture vivante. Mais je pense aussi au fait qu'il n'y ait jamais d'analyse ou de reportages sur les affrontements militaires. Ça aussi, c'est s'aligner sur la propagande israélienne, qui cache ses pertes militaires et refuse d'analyser où ils en sont sur le terrain après plus d'un an de guerre. Il ne faut donc pas montrer les Palestiniens comme des victimes, ou au mieux de temps en temps, mais il ne faut pas non plus les montrer comme agissants.

En effet, ce sujet ne fait clairement pas partie de «l'acceptable», alors que ça devrait être une matière journalistique comme une autre, tant leur métier consiste en théorie à documenter ce qui est, ce qui se passe. *Le Monde diplomatique* l'a fait récemment, notamment dans un article sur la reconfiguration de groupes armés, très jeunes, en Cisjordanie⁹. J'imagine que sur un plateau, le seul fait d'évoquer cela serait immanquablement criminalisé, identifié comme un «soutien». Or, il ne s'agit pas de soutenir ou non, il s'agit de faire du journalisme, de rapporter des faits. Le verrouillage du débat provient

eux, ça nous a aussi permis de réfléchir. Et de penser. Cela dit, à une échelle beaucoup plus large, je vois vraiment une impasse, j'ai du mal à avoir de l'espoir.

aussi du fait que des paroles ne s'expriment pas du tout sur le même registre.

Hicham Et ils ne pourraient même pas utiliser l'argument «ce n'est pas vendeur» parce qu'il y a un intérêt pour ce qui se passe. On entend souvent «ce n'est pas un génocide, c'est une guerre». Eh bien parlons-en de cette «guerre», analysons ce qui se passe au niveau des acteurs sur le terrain. De la même manière, les médias devraient pouvoir inviter des spécialistes des mouvements de libération et aller vraiment dans le détail. Les seuls moments où on a eu des historiens qui connaissent spécifiquement cette question, le Hamas, la région, les enjeux autour des négociateurs, etc., ils ont subi des pressions et leur discours a été assimilé à une «glorification du terrorisme». Je trouve ça fou qu'on n'arrive pas à informer sur l'un des acteurs centraux à Gaza et que dans le même temps, on glorifie l'État d'Israël. On l'a déjà un peu évoqué, mais je crois que le cadre «anti-terroriste» pèse lourd en France, plus largement en Occident, mais aussi dans le reste du monde, on le voit avec la question kurde, les Ouïghours, etc. Il régit beaucoup de choses. Et il se trouve que ce cadre est tout de même intimement lié à la question coloniale et des luttes décoloniales. J'avais justement un cours à propos des impacts des lois antiterroristes sur les droits humains, avec une professeure qui travaille dans un organisme de l'ONU en charge de mesurer leur influence sur nos libertés individuelles dans tous les États membres de l'ONU. Avant le 11 septembre, beaucoup de pays s'opposaient aux cadres «antiterroristes» en arguant que dans ces cas-là, tous les mouvements de décolonisation allaient être qualifiés de terroristes. Post 11 septembre, on voit que c'est exactement ce qui s'est passé. Parler de décolonisation en Palestine, parler de résistance armée, c'est totalement inaudible en France et littéralement impossible dans les médias. Au sein du comité Palestine, à Sciences Po, je crois fondamentalement que le fait d'avoir, à un certain moment, décidé de ne plus parler aux médias et de ne plus avoir d'interactions avec

«Il y a une dissonance totale entre ce qui est rapporté par les personnes mobilisées et les grands médias.»

Hicham Touili-Idrissi

Tu m'offres une bonne transition pour évoquer le traitement des mobilisations en soutien du peuple palestinien. Depuis plus d'un an, des manifestations, des rassemblements et des actions diverses ont lieu partout en France, très régulièrement. Avez-vous des remarques d'ordre général s'agissant de la couverture que leur réservent les médias dominants?

Hicham Une fois encore, il y a une dissonance totale entre ce qui est rapporté par les personnes mobilisées et les grands médias. Avant le 7 octobre, les manifestations Palestine ne rassemblaient plus grand monde, principalement des personnes âgées, on était à peine une centaine à faire les mêmes parcours dans Paris. Depuis, il y a des mobilisations importantes, mais elles sont très peu couvertes et très peu filmées, à l'image des actions de désobéissance civile, essentiellement documentées par les militants eux-mêmes. Quand elles le sont, l'accent va souvent être mis sur «l'antisémitisme», la «dangerosité» ou les «risques de troubles» alors que quand on est dedans, on sait que c'est très à la marge de ce que l'on vit. On nous a aussi beaucoup reproché d'avoir «importé le conflit». C'est une des choses qui m'énerve le plus. C'est en fait la France et d'autres qui se sont «importés» au Moyen-Orient! La deuxième chose, c'est qu'on a quand même Olivier Rafowicz en live sur BFM-TV toutes les semaines, Netanyahu s'exprime sur CNews et sur LCI en direct à des heures de grande écoute et une large partie du spectre politique – la macronie, la droite, l'extrême droite et une

partie de la gauche – a apporté un « soutien inconditionnel » à l'une des deux parties. Donc ce conflit, il existe en France. Simple, on nous dit à nous en tant que Français qu'on est censés avoir de l'empathie pour l'État d'Israël et qu'il est une continuité de notre « civilisation judéo-chrétienne ». Après tout ça, entendre qu'on « importe le conflit » quand on manifeste, c'est quand même ahurissant. Mais ça rejoint ce que pointait Houda à propos de la spécificité de la question palestinienne, qu'on ne retrouve pas dans la manière qu'ont les médias et les gouvernements d'aborder d'autres conflits dans le monde.

Monira Je suis totalement d'accord avec ça et j'ajoute que l'accusation d'« importer le conflit » est omniprésente depuis des années. On n'a pas importé le conflit, on l'a exporté. La campagne BDS montre par exemple que si Israël peut mener ce génocide, c'est grâce à l'aide de pays étrangers. S'agissant de la France, ce sont des armes, des investissements d'entreprises, des liens avec des universités, etc. Il y a tout un écosystème de complicité qui rend les choses possibles. Enfin, il faut tout de même dire que beaucoup de rédactions se sont intéressées à des mobilisations uniquement au prisme de l'antisémitisme. Quand on se mobilise et qu'on est 4 000, ils n'en ont rien à faire de ces 4 000 personnes. À Sciences Po, il y a eu plein de mobilisations dans le silence le plus complet. Mais quand l'UEJF a raconté qu'une étudiante n'avait pas été autorisée à entrer dans un amphithéâtre occupé parce qu'elle était juive, les grands médias se sont tous engouffrés là-dedans et ont invité des porte-parole de cette organisation sur tous les plateaux. Il y a des choses qui intéressent les rédactions, parmi lesquelles décrédibiliser et criminaliser les personnes mobilisées pour la Palestine et les associer à du racisme, un phénomène par ailleurs largement minoré dès lors qu'il n'est pas question d'antisémitisme. Le deux poids, deux mesures est permanent. Il y a quelques semaines, l'UEJF est venu perturber un débat organisé à Pantin, en Seine-Saint-Denis. À cette occasion, j'ai filmé une scène où un militant se met à crier tout seul par terre¹⁰. Là, les médias qui relaient en permanence leurs « polémiques » ne se sont pas précipités pour savoir ce qui s'était passé. Seuls deux journalistes m'ont contactée, l'un travaillant pour AJ+, l'autre pour le service « Checknews » de *Libération*. Qu'est-ce qu'on retient de cette médiatisation à géométrie variable ? L'angle est clair : c'est d'essayer de nous faire passer pour des antisémites pour nous silencier sur la question de la Palestine.

Alors justement, j'aimerais qu'on s'attarde sur la couverture médiatique des mobilisations à Sciences Po. Ces dernières ont fait l'objet de coups de projecteur et d'un suivi relatif compte tenu de la renommée de l'école, de sa localisation ou encore des relations de proximité diverses existant avec les grandes rédactions parisiennes. Ce qui ne veut pas dire pour autant que la mobilisation ait été traitée véritablement en tant que telle... et encore moins correctement. Hicham, quand les médias ont-ils commencé à s'intéresser aux activités du comité Palestine et que peux-tu nous dire de la couverture qui vous a alors été réservée ?

Hicham Déjà, ce que les grands médias ne mettent pas en lumière, c'est que c'est loin d'être une question nouvelle à Sciences Po. Si je ne devais prendre qu'un seul exemple, je citerais, en 2019, cette exposition sur les pêcheurs de Gaza, qui avait été annulée. Le Bureau des étudiants s'en était indigné dans un communiqué et avait été réprimé par la direction de l'époque. Évidemment, il n'y avait eu aucune couverture médiatique de ces événements. S'agissant de la séquence récente, il faut sans doute que je commence par une mise en contexte. En septembre 2023, plusieurs étudiants de Palestine et de la diaspora ont créé l'association Students for Justice in Palestine à Sciences Po. Ils organisaient des événements étudiants classiques et déclaraient tout ce qu'ils faisaient, que ce soit pour l'obtention d'une salle ou l'organisation d'une petite manifestation à l'intérieur des locaux. Le tout, sous haute surveillance de la direction, systématiquement. Le comité Palestine a été créé dans la foulée, en novembre, autour d'étudiants qui avaient déjà milité ensemble contre l'extrême droite ou les violences sexistes et sexuelles par exemple. On a fait une assemblée générale et on a fixé le premier grand événement au 29 novembre 2023, la journée de l'ONU en soutien au peuple palestinien. À ce moment-là, on était un mouvement autogéré et on ne voulait qu'aucun nom ou visage ne sorte. On était là pour amplifier la voix des Palestiniens qui ne pouvaient pas se permettre d'être visibles, qui n'avaient pas de passeports français et pour lesquels il est compliqué de militer. On voulait secouer un peu Sciences Po parce que son silence était assourdissant pour une immense majorité d'entre nous. Notre action était guidée par les principes du Thawabit : le droit des peuples à résister à l'occupation, le droit à

¹⁰. « Que sait-on de cette vidéo d'un militant de l'UEJF au sol, lors d'un colloque autour du 7 Octobre? », *Libération*, 8 oct. 2024.

l'autodétermination, Jérusalem comme capitale de la Palestine et le droit au retour de tous les réfugiés. Quant à nos revendications, elles étaient très simples: organiser une minute de silence à Sciences Po, appeler publiquement à un cessez-le-feu, protéger les étudiants palestiniens, garantir les libertés syndicales et rompre les partenariats avec les universités israéliennes. Pendant cette première période, seuls des médias de niche se sont intéressés à la mobilisation, ainsi que des journalistes indépendants qui ont l'habitude de filmer les manifestations pour les réseaux sociaux, comme Luc Auffret ou Clément Lanot.

En mars 2024, nous avons organisé un gros événement à l'occasion de la Journée européenne contre le génocide et le scolasticide, qui s'est tenue dans le cadre de la Semaine mondiale contre l'apartheid israélien, laquelle existe depuis 2005. En tant qu'universitaires, on dénonçait évidemment la destruction de la connaissance et le fait qu'il n'existe plus aucune université à Gaza, les douze ayant été détruites par l'armée israélienne. On a donc décidé d'occuper l'amphithéâtre Boutmy et c'est à ce moment-là qu'a eu lieu la fameuse « polémique » avec l'étudiante de l'UEJF. Cette matinée du 12 mars, elle était pourtant incroyable. Ça faisait alors six ans que j'étudiais à Sciences Po, j'avais participé aux campagnes sur les questions écologiques, féministes et antiracistes, et je n'avais jamais vu une manifestation aussi belle, dans un moment pourtant si triste... Je n'avais jamais vu autant de ferveur chez les étudiants qui étaient là, je n'avais jamais vu non plus autant d'étudiants racisés s'engager et militer. Un de mes professeurs, un Palestinien qui a perdu son père à Gaza car l'armée israélienne a refusé que l'ambulance dans laquelle il se trouvait passe le checkpoint alors qu'il était mourant, était très ému et nous a félicités pour ce qu'on avait fait. C'était une journée de colère mais aussi d'espoir pour des centaines de gens. Et de tout ce que je raconte là, rien n'a été médiatisé. Ce qui a fait l'événement, vous le connaissez: la venue de la ministre Sylvie Retailleau puis de Gabriel Attal à Sciences Po et un communiqué de la direction de l'école pour condamner ce que nous avons fait, sans le moindre respect pour la présomption d'innocence dont on nous rabâche les oreilles quand on parle de violences sexistes et sexuelles. En tant que jeunes militants, c'était extrêmement

**“Le deux poids,
deux mesures
est permanent.”**

Monira Moon

étrange d'alerter depuis le mois de novembre sur ce qui se passait dans un silence assourdissant et d'un coup, voir débarquer toutes les caméras du pays. Le soir-même, je ne sais trop comment, mon numéro de téléphone a circulé et BFM-TV m'a invité à venir sur un plateau. J'ai refusé. On ne voulait parler ni à BFM-TV, ni à CNews.

Mais le lendemain, on s'est rendu compte qu'ils essayaient de tout mettre sur le dos de quelques étudiants racisés, évidemment. C'est en réaction à ce ciblage raciste

et en acte de solidarité, en quelque sorte, qu'on a changé de cap. On s'est dit qu'on était responsables nous-mêmes de ce contre-pouvoir, des faits, et qu'on allait bien devoir parler aux médias. C'est donc ce qu'on a fait. On a organisé un espace de conversation de confiance en se demandant qui, parmi nous, avait un passeport français, qui pouvait se permettre d'aller à la télé et qui, parmi les étudiants non racisés, se sentait d'y aller en courant le moins de risque. Deux étudiants en sont ressortis, dont moi. Le 13 mars, j'ai donc été en contact avec un nombre incalculable de médias, pendant toute la journée. J'ai fait des séances de « fact-checking » avec des journalistes de l'AFP, qui me posaient des questions très rapidement pour vérifier nos informations. Je suis allé sur BFM-TV pour que soit entendue notre version. Et à partir de là, on s'est vraiment rendu compte de ce qui les intéressait. Ce n'était pas nos revendications, c'était Sciences Po. On a voulu en profiter et la stratégie a donc évolué puisqu'à partir du mois d'avril, on a commencé à occuper l'école.

Ça signifie que les grands médias ont nettement influencé la forme de votre mobilisation. Ce n'est pas rien quand on réfléchit aux liens mouvements sociaux/ médias et à la façon dont les seconds peuvent « peser » sur les premiers, sur leur autonomie et, bien sûr, sur leur perception. Est-ce que ça s'est mieux passé dans vos liens avec les journalistes par la suite ? La couverture a-t-elle été meilleure ?

Hicham On avait déjà conclu que ce qui se passait à Sciences Po attirait beaucoup plus que ce qui pouvait se passer à la Sorbonne, à Clignancourt, ou dans toutes les autres facs qui menaient un travail incroyable depuis le mois d'octobre et avec lesquelles on travaillait. Reste que vu l'afflux de journalistes, c'est vrai qu'on a changé notre stratégie. Et on a voulu aller dans les médias alors qu'à la base, on ne le faisait pas du tout et qu'on était même contre. Ce qui a aussi joué, c'est qu'on s'est rendu compte que si on était invité sur un plateau et que c'était en direct, on pouvait essayer de faire passer quelques messages et avancer quelques thématiques. Mais à ce moment-là, ça n'a pas été moins compliqué. On voyait la presse beaucoup plus régulièrement. Les journalistes semblaient tellement intéressés qu'on les a même convoqués à des conférences de presse depuis les fenêtres de l'école et le comité Palestine a installé un système de salle de presse dans les locaux ! Mais très vite, on a été complètement débordés dans cet exercice, on était sursollicités. On parlait tout le temps aux médias et tout le monde s'est mis à parler à la presse... On a voulu pousser l'enjeu du boycott à la radio et sur les plateaux télé, le rendre audible parce que les médias le laissaient complètement hors champ. On a essayé, ça n'a pas trop marché... On s'est fait défoncer. Je me rappelle notamment la manière dont Guillaume Erner a abordé cette question sur France Culture, c'était lunaire. Naïvement, on a pensé que nos demandes les intéressaient. Mais en fait non. Ils voulaient, pour la plupart, raconter ce qui se passait dans les couloirs d'une grande école parisienne située dans le 7^e arrondissement. Cette frénésie médiatique n'avait en réalité aucun lien avec ce qui se passait vraiment en Palestine. Sur les plateaux, on pouvait réussir à en placer une, mais le lendemain, tout ce qu'on avait dit était déjà détruit. Et puis, quelques blocages ont eu lieu à Sciences Po au mois de mai, des journalistes sont venus me chercher pour me parler, mais pas pour intervenir sur

des plateaux. Il n'y avait plus du tout d'intérêt, il n'y avait plus assez de « polémique » ou ça ne vendait pas assez, je ne sais pas mais en tout cas, il n'y avait plus un seul étudiant à l'écran ! S'en est suivie une invitation à la Fête de l'Humanité, en septembre. À cette occasion, j'ai dit publiquement que je travaillais pour Rima Hassan et à partir de là, j'ai été recontacté par plusieurs journalistes. Parce que « Rima Hassan ». À nouveau, pas du tout pour la Palestine, ni pour le Liban, ni parce qu'il y avait plus de morts qu'en mai...

Acrimed rappelle régulièrement le poids des hiérarchies éditoriales et l'effet « plafond de verre » à l'œuvre dans les rédactions, où les « hauts gradés » ont la main sur la sélection des sujets et la manière dont ils vont être traités. Tu mentionnais de nombreuses discussions avec les journalistes de terrain et les reporters. Que peux-tu nous en dire et est-ce que tu peux nous parler des décalages que vous avez pu observer entre ces discussions et les sujets diffusés par la suite à l'antenne ou en presse écrite ?

Hicham J'aurais tellement de choses à raconter là-dessus ! On pouvait avoir des discussions vraiment intéressantes avec les journalistes, d'où notre naïveté de départ dans le fait d'accepter les échanges. Je ne me rappelle pas le nombre de fois où on s'est dit entre nous qu'on avait bien parlé à tel ou tel média en pensant que le papier allait être super et derrière, on se retrouvait avec une publication qui ne mentionnait même pas nos revendications ! En amont de nos événements, on imprimait des affiches avec des QR codes qui renvoyaient à de la documentation. L'idée, c'était de se former entre nous mais aussi de dire aux journalistes : « Si vous passez dans cette manifestation, vous savez qu'on n'est pas là juste pour faire du bruit. On vous donne des informations et vous pouvez y avoir accès. » Il nous est aussi arrivé d'envoyer de longs documents aux journalistes, qu'eux-mêmes réclamaient dans certains cas en se disant intéressés par telle ou telle question. Quelque part, on faisait presque leur travail ! Mais c'est vrai qu'il y avait un décalage total avec le produit fini. Pour ne pas dire de vrais trous noirs. Un exemple : le 26 avril, un passant nous a agressés verbalement et physiquement devant Sciences Po. Il y avait quinze caméras déjà sur place, qui ont donc filmé cette personne en train de m'insulter violemment avec des propos extrêmement racistes et homophobes, après avoir agressé

une de mes camarades qui portait le voile. Quinze caméras. Sur le coup, j'étais un peu traumatisé mais je me suis dit qu'au moins, ça allait être médiatisé et que les gens pourraient voir à quoi ça ressemble de militer pour les droits des Palestiniens. Ce racisme par contagion que décrivait Houda, que l'on subit quand on est engagé dans la lutte de solidarité avec la Palestine et qui fait qu'on va s'attaquer à des gens qui « ressemblent » à des Palestiniens. Eh bien ça n'est jamais sorti. Je n'ai rien jamais rien vu alors qu'un journaliste m'a même proposé de m'envoyer le fichier audio ! Ça a été le cas, aussi, de beaucoup d'interviews qu'on a pu donner, qui n'ont jamais vu le jour dans l'audiovisuel.

Quant aux revendications, je n'en parle même pas. À chaque fois, on les indiquait dans l'ordre : 1, 2, 3, 4, 5, voilà ce qu'elles sont. Pas un média n'a été capable de les citer dans leur intégralité ! À l'occasion du « town hall » à Sciences Po, une réunion dans les règles de l'art qui a eu lieu à huis clos entre personnels de direction, enseignants et étudiants, on a transmis aux journalistes ce qui s'était passé, ils ont eu accès aux informations. Mais une fois encore, le traitement médiatique a été d'une incroyable pauvreté. Ils ne s'y sont pas intéressés alors que beaucoup de jeunes sont intervenus, des syndicats, des étudiants palestiniens, du comité Palestine, des étudiants juifs décoloniaux, etc. et que nous avons tous avancé des arguments extrêmement clairs. Je pourrais évoquer beaucoup d'autres exemples, notamment dans la presse audiovisuelle où les journalistes coupent des morceaux, sélectionnent à leur gré. Le pire, c'était vraiment « Quotidien », à qui on ne voulait pas parler à la base, dont des journalistes sont venus filmer pour ne montrer que les choses un peu « drôles » ou « scandale ». Quant à la presse écrite, c'est peut-être encore pire ! Les journalistes faisaient en apparence un travail sérieux, mais ensuite, dans le papier, les propos ou les faits étaient tronqués, le journaliste s'était attardé sur notre apparence – le keffieh, les boucles d'oreille, que sais-je encore –, des guillemets étaient mis sur des phrases complètement sorties de leur contexte, etc. Un travail de journalisme vraiment pauvre. À tel point qu'on est devenus très paranos par rapport aux questions qu'on pouvait nous poser et qu'on s'est mis à ne plus répondre à certaines

d'entre elles, ce qui s'est ensuite retourné contre nous puisqu'ils signalaient dans l'article qu'on ne voulait pas y répondre... Même chose s'agissant des noms, toujours dans la phrase introductive : « Hicham n'a pas souhaité donner son nom de famille », point final. Ils mettaient en avant certaines choses au détriment d'autres. On sentait vraiment une défiance. Le résultat, c'est qu'à un moment, on en eu marre, tout simplement. Et qu'en dehors des médias indépendants, on a arrêté de leur parler. On a totalement cessé d'interagir avec les médias en fait.

Alors pour caractériser le fonctionnement des rédactions de l'intérieur, « plafond de verre », c'est la bonne expression. C'est-à-dire que même si tu as des journalistes qui sont très bien, il y a ce phénomène « barrière ». On l'a beaucoup senti sur la question

“ Cette frénésie médiatique n'avait en réalité aucun lien avec ce qui se passait vraiment en Palestine. ”

Hicham Touili-Idrissi

des partenariats universitaires. À Sciences Po, des équipes d'étudiants ont mené des recherches avec des professeurs, y compris israéliens, qui ont relu le travail. Ce travail documentait des violations des droits humains. On parle d'universités qui abritent des bases militaires, qui développent des doctrines militaires, où seuls les étudiants israéliens ont le droit de se promener avec des armes, où des étudiants et des professeurs palestiniens sont virés. On parle d'universités qui sont situées sur des zones occupées illégalement, où le bâtiment lui-même est illégal ! Mais tout ça apparemment, c'est inaudible. Fondamentalement, on voyait beaucoup de journalistes très intéressés par le sujet et on sentait qu'ils voulaient bien le couvrir. Mais ce qu'ils nous disaient constamment, c'était : « Je ne sais pas si ça va passer avec la rédaction » ; « Bon, voilà, je vais essayer » ; « Moi, dans ma rédaction, c'est chaud » ; « Je vais voir ce que je peux faire » ; etc. Ils en sont totalement conscients. Et de fait, ça ne passait pas du tout. Peut-être, aussi, que certains de ces journalistes manquent de courage pour faire des actions tous ensemble et dénoncer ces fonctionnements en disant : « C'est nous qui écrivons, c'est nous les travailleurs, donc vous nous écoutez ».

Monira, on parlait un peu plus tôt de la question des boycotts universitaires. Souhaites-tu rebondir en nous parlant du traitement médiatique de BDS et peut-être articuler plus largement cette question à la place qu'occupe la thématique des sanctions contre l'État d'Israël dans le débat public?

Tu as été récemment visé par une campagne de dénigrement, initialement déclenchée par la désormais très vaste galaxie médiatique d'extrême droite. Souhaites-tu revenir sur cet «épisode» ?

Hicham Des mobilisations ont repris récemment à Sciences Po et le nouveau directeur m'a ciblé en envoyant un courrier au procureur pour déclencher l'article 40. Un acharnement médiatique s'est déclenché contre moi. C'est la première fois que mon nom de famille est sorti. *Le Journal du dimanche*, *Le Figaro*, Europe 1, CNews ont produit des articles et des vidéos. Je tiens vraiment à ce que le racisme décomplexé de ces productions soit mis en lumière. Ces médias m'ont présenté comme un agent double, la figure du sémite par excellence. On dit clairement qu'il y aurait «deux Hicham» n'ayant que l'homonymie en commun: d'un côté, le bon élève qui a eu 18/20 à son mémoire, qui est passé par Greenpeace, etc. et de l'autre, l'agitateur qui porte un keffieh, appelle à l'intifada et excite les universités. Bref, cette figure du sémite fourbe qui a un plan ultérieur. Ce qui est intéressant dans le traitement que j'ai reçu, c'est qu'au début, les journalistes ne connaissaient pas mon nom de famille. Ils savaient juste que je m'appelais Hicham, que j'étais nord-africain et que je militais pour la Palestine. Donc j'étais un «frériste» et un «islamiste». Et quand ils ont eu accès à mon nom de famille et donc à mon CV et à mon mémoire consacré à l'implication en politique des musulmans queers aux États-Unis, là, je suis devenu un «wokiste» et un «islamogauchiste». Je n'étais plus un «islamiste», par contre, je faisais le jeu de «l'islamisme». Personne parmi eux n'a jamais lu mon mémoire, ils se sont juste offusqués de son titre...

Monira Je suis engagée dans la campagne BDS depuis 2014 et nous n'avons jamais eu de traitement positif ou même simplement «normal» dans les médias. On a été très longtemps criminalisés puisque notre action était qualifiée d'appel à la haine. Jusqu'à ce que la Cour européenne des droits de l'homme condamne la France en 2020¹¹, il y avait des procès contre des militants, donc ça favorisait cette ambiance de criminalisation générale. C'est simple, il n'y avait pas moyen de parler de BDS. Quand il y avait un article sur notre action, c'était toujours la catastrophe. Je me rappelle notamment un édito de *Libération* en 2015¹². Ça a toujours été très violent. Là, ça l'est moins. Mais pour une raison simple... c'est qu'il y a une invisibilisation totale de BDS. On n'existe pas. Et quand on existe, on existe comme une ombre. Tout ce dont parlait Hicham à propos du «complot», du «frérisme», de l'«islamisme», ça vaut aussi pour nous. Au moment du mouvement «block out» par exemple¹³, qui ne venait pas du tout de BDS, les médias qui l'ont traité écrivaient des choses du genre: «On devine, derrière, l'influence de BDS». On est décrit comme un acteur qui plane dans l'ombre, en secret, alors qu'on a un appel très clair. Si les journalistes veulent savoir ce qu'est BDS, c'est très simple. Mais comme ils en parlent sans jamais nous poser de questions, ils racontent n'importe quoi. Je pense par exemple à une chronique d'Emmanuelle Ducros sur Europe 1¹⁴. Certains éléments de l'édito sont factuels, mais on comprend petit à petit que tout est fait pour dénigrer le mouvement. Je cite la conclusion de la journaliste: «*Ce qu'il faut retenir de ces appels aux boycotts et de leur formulation en France, c'est que la frontière est souvent très fine entre la liberté d'exprimer une opposition politique, économique et les appels à la haine antisémite. C'est souvent assez transparent. Les campagnes BDS oscillent invariablement sur cette ligne de crête.*» Donc en gros, est-ce qu'ils sont antisémites ou non? On n'est pas sûrs... Cette façon permanente de traiter et de délégitimer BDS, c'est évidemment injuste et insupportable dans la mesure où les médias ne s'intéressent jamais à ce qu'on dit et à ce que l'on fait vraiment. C'est toujours transformé et déformé pour sous-entendre

11. Lire notamment «France. Une décision historique de la Cour européenne des droits de l'homme conclut que les actions de campagne en faveur du boycott d'Israël ne constituent pas une infraction» et «La Cour européenne des droits de l'homme condamne la France pour avoir poursuivi des militants pacifiques», Amnesty International, 11 et 17 juin 2020. Lire également «La cour de cassation donne raison à BDS», BDS France, 24 oct. 2023.

12. «BDS, dessous d'un boycott», *Libération*, 14 août 2015. Lire également le droit de réponse accordé au cofondateur du mouvement, Omar Barghouti, «Boycott contre Israël: une réponse à Laurent Joffrin», *Libération*, 19 août 2015.

13. Un mouvement survenu sur les réseaux sociaux en mai 2024, où ont circulé des appels à «bloquer» des célébrités, des influenceurs ou des marques qui ne prendraient pas assez position au sujet de la Palestine ou du Congo.

14. «Comment des ONG pro-palestiniennes organisent un boycott économique d'Israël?», Europe 1, 31 oct. 2023.

qu'il y aurait un « boycott des Juifs ». C'est absurde. On appelle au boycott d'un État colonial et d'entreprises complices des crimes d'Israël, tout simplement. Cette façon de soupçonner des militants plutôt que s'intéresser à leur propos s'inscrit dans la lignée du récit médiatique dépolitisé post 7 octobre, qui a fait totalement disparaître la question de l'occupation, du blocus de Gaza et des violences quotidiennes. Pour articuler cela à la thématique plus générale des sanctions, je dirais que dans le débat public, le fait de sanctionner l'État d'Israël n'est jamais présenté comme quelque chose de « normal », comme ça a été le cas pour la Russie. On le dit en permanence: on veut simplement le même niveau de sanctions que ce qui a été appliqué contre la Russie lors de son agression contre l'Ukraine. C'est une revendication de justice. Le deuxième point, c'est que si la question des sanctions est aujourd'hui plus abordée que ces dernières années, c'est parce qu'il y a quelques députés qui s'en sont emparés et qui l'avancent régulièrement sur le terrain médiatique. Ceci dit, ça constitue une avancée.

Tu évoquais au début les victoires judiciaires de BDS. Est-ce que ces décisions de justice ont eu un effet sur la manière dont les grands médias ont perçu et traité la campagne ?

Monira Depuis la condamnation de la CEDH et la révision du procès en cassation, effectivement, la jurisprudence dit que le boycott est légal. Mais la désinformation et la suspicion n'ont pas du tout cessé. J'identifie quatre ressorts médiatiques principaux. D'abord, nous prêter d'autres origines que celles qui existent vraiment; je rappelle à ce titre que c'est initialement une campagne lancée en 2005 par les Palestiniens eux-mêmes, avec leurs règles et leurs revendications. Ensuite, transformer nos motivations. Trois objectifs très clairs fondent l'action BDS: l'égalité des droits donc la fin de l'apartheid, la fin de la colonisation et de l'occupation et enfin, le droit au retour des réfugiés. Mais dans le commentaire médiatique ambiant, on va toujours ajouter des sous-titres, du genre: « qui prône la destruction d'Israël ». Ça ne veut absolument rien dire en fait! Est-ce

“Censure, répression et intimidation: c'est extrêmement coûteux d'être visible sur la question palestinienne.”

Houda Asal

qu'on veut la destruction de l'apartheid? Oui, évidemment. On ne veut pas d'un État qui discrimine une partie de la population et l'enferme derrière des murs. Le troisième point, c'est que maintenant que les commentateurs ne peuvent plus dire que le boycott est illégal, ils vont parler de BDS comme d'un mouvement « controversé ».

Une fois que tu as dit ça, tu as tout dit. Pas besoin d'un grand développement pour expliquer que ce sont des méchants et que ce n'est pas bien: c'est « très controversé », donc tu entretiens la suspicion. Enfin, il y a de grandes victoires du boycott qui ne sont jamais traitées. Ça fait par exemple des années que nous sommes en campagne contre Axa, qui avait des investissements dans des banques israéliennes. Axa se désinvestit des banques israéliennes, on communique... mais aucun média ne s'y intéresse. Il faut aller chercher dans les journaux anglophones pour trouver des papiers un peu conséquents sur le boycott de McDonald's, les pertes financières qu'il engendre – la plus grande en termes de chiffres d'affaires depuis quatre ans. Il y a quelques mots ici ou là dans les médias français, mais aucune volonté de documenter réellement ces choses-là. D'un point de vue journalistique, il y a pourtant matière à être « neutre » ! Des pressions s'exercent contre une entreprise, ces pressions ont des conséquences: c'est une actualité économique comme une autre. Avant, dans BDS, on travaillait plus régulièrement sur des communiqués de presse: telle victoire se produit, on rédige un texte et on l'envoie aux rédactions. Là, j'avoue qu'on ne le fait plus vraiment parce que de toute façon, on sait que ces informations ne seront pas relayées par les médias. C'est assez affligeant quand on y pense, surtout quand on compare le cas français à celui d'autres pays. Il y a quelques semaines, je suis allée faire une formation BDS à Bruxelles. Il y a des difficultés politiques en Belgique, c'est certain, mais le soutien à la Palestine s'exprime beaucoup plus librement. On peut y compris parler de BDS dans l'espace public sans attirer la suspicion.

Beaucoup de tractages et d'actions d'information ont lieu dans différentes villes en France. Est-ce que tu perçois des différences au niveau de la presse régionale et locale? Est-ce qu'à cette échelle, on vous tend le micro pour autre chose que dix secondes dans un journal d'information?

Monira Justement, c'est un peu à ça que ça se résume... Dans des quotidiens type *La Provence* ou *Le Progrès*, il peut y avoir une phrase dans un article, ou une minute sur une antenne locale. Mais les interviews conséquentes et intéressantes, c'est dans les médias indépendants qu'il faut aller les chercher, comme Rappports de force ou *CQFD* par exemple. L'année dernière, on avait eu un atelier avec Sihame Assbague autour de la question « Parler aux médias ? » pour s'organiser, discuter de nos rapports aux médias. Je dois dire qu'à la suite de cela, j'étais très prévoyante, mais en vain quelque part... puisque personne ne nous contacte! Ça n'enlève rien au fait que c'est important d'avoir des automatismes. S'il y a une demande d'interview, regarder bien sûr de quel média elle provient, ce que le journaliste en question publie sur les réseaux sociaux, savoir où on met les pieds. À BDS, on ne répond pas « à tout prix ». Une fois par exemple, j'ai été invitée sur le plateau des « Grandes Gueules Moyen-Orient » [*sur i24 News, NDLR*]. Le dispositif est catastrophique puisque tout le monde parle en même temps. Participer à ça, ce n'est pas faire valoir sa position mais donner du crédit à l'émission. Donc ce genre d'invitations, c'est clair et net, on n'accepte pas. De manière générale, on sait que les médias ne s'intéressent pas à ce que l'on fait et dit. On aurait pu penser que BDS soit très sollicité dans la période actuelle, d'autant que beaucoup de gens rejoignent la campagne et que d'autres collectifs posent la question du boycott, y compris dans les universités. Tout cela mériterait des éclaircissements et il se trouve qu'on aurait plein de choses à dire. Mais les médias ne nous interrogent pas. Ils ne veulent pas savoir. On ne peut compter que sur les mobilisations. Le succès de BDS ne s'explique pas du tout par la visibilité médiatique mais par nos actions concrètes, les formations et les réseaux sociaux.

“On est obligé de supporter des gens qui racontent n'importe quoi, alors qu'on pourrait vraiment avoir des débats.” Monira Moon

Houda Tous ces récits à propos de la médiatisation de Sciences Po et de BDS me semblent vraiment symptomatiques. Les médias, ce sont des institutions, des structures qui sont soumises à des pressions. Il s'y joue bien sûr un phénomène d'adhésion idéologique, lequel filtre par exemple qui va s'exprimer ou non, mais je pense qu'il y a une réelle censure et autocensure sur cette question, qui n'est pas non plus sans lien avec la question de l'énorme répression qui sévit actuellement. Sur les réseaux sociaux, cette répression vise de simples individus ou militants: il y a une multitude de cas scandaleux de procès, perquisitions, gardes à vues, qui partent d'écrits sur les réseaux sociaux, des espaces médiatiques où est censée exister une liberté d'expression, où on peut parler, créer une conscientisation, une sensibilisation. Ce sont des méthodes d'empêchement. Empêchement d'agir et de visibiliser aussi des actions et des manifestations, peu ou pas couvertes par ailleurs, et qui continuent d'être conditionnées ou interdites.

Donc censure, répression... et intimidation: c'est extrêmement coûteux d'être visible sur la question palestinienne. Il n'y a pas une personne qui milite sur cette question qui, d'une manière ou d'une autre, n'en subit pas les conséquences (dans sa vie professionnelle, sous forme de harcèlement, de diffamations, de menaces, etc.). Et en réalité, je n'ai même pas envie d'utiliser le terme « pro-palestinien ». On parle simplement de personnes qui souhaitent contextualiser et même pour elles, c'est coûteux. Ça a été peu documenté mais en France, des intellectuels ou des personnalités ont été mis au ban en raison de leur expression sur la Palestine. Il y a une gradation dans le sens où la pression est plus forte si tu es racisé, mais on a vu des gens presque « intouchables » subir des pressions. Tout cela, ça fait que les gens ont vraiment peur. Ça écrase. Même s'ils sympathisent, d'autres préféreront se taire pour éviter les problèmes. Mais ça non plus, ça n'est pas médiatisé. Et je tiens à dire que moins on sera, plus ça sera dangereux. Moins les médias invitent de gens qui ont un discours un peu différent, moindre est la masse critique et plus les quelques personnes restantes seront fragilisées et ciblées. C'est un système, dans lequel les grands médias jouent un rôle. On est pourtant sur des mouvements de solidarité ultra pacifistes, à l'image du boycott. On fait des

rassemblements, des sit-in, des « die-in » [des manifestations où les participants simulent des personnes tuées en s'allongeant sur le sol, NDLR], des réunions d'information, qu'est-ce qu'on peut faire de plus ? Mais même pour ça, il n'y a pas d'espace. La volonté est réelle de ne pas entendre et de ne pas faire entendre les voix dissidentes en France.

On fait effectivement face à une répression politique spécifique, d'ampleur, multiforme. Acrimed a eu l'occasion de documenter la façon dont les grands médias accompagnent ce durcissement autoritaire¹⁵. Est-ce que vous souhaitez justement dire un mot, pour conclure, des impacts d'une telle médiatisation, que ce soit sur vous à l'échelle individuelle ou sur vos collectifs ?

Monira Les conséquences, c'est une extrême prudence s'agissant du vocabulaire employé et une très grande méfiance à l'égard des journalistes qui contactent des militants pour leur poser des questions. Autre chose, qui n'est pas la faute des médias directement mais ils participent du climat ambiant : depuis des années, je suis personnellement harcelée par l'extrême droite et des groupuscules sionistes sur les réseaux sociaux. À aucun moment les grands médias n'ont traité de ce harcèlement visant des militants solidaires de la Palestine, alors qu'il y a eu un fil Telegram qui révélait les coordonnées personnelles de certains d'entre eux. L'absence de traitement médiatique, ne rien dire quand existe une liste publique de ce type, aussi sérieuse, c'est politique. On ne se sent pas du tout protégés en fait. Je veux dire, il faut quand même de la force pour continuer à militer pour la Palestine en ce moment, en France. Surtout en étant racisée. Dans nos collectifs et avec d'autres, on essaye de se renforcer les uns les autres, de se protéger les uns les autres. Mais le seul fait d'avoir ce niveau de « surconscience », en permanence, alors qu'on est juste en train de dénoncer un génocide, l'apartheid et la colonisation, ça en dit long... On nous criminalise au point de faire de nos vies des espaces où il faut sans arrêt se protéger. On fabrique du collectif, mais ça reste quand même assez lourd à porter.

Hicham Ça me rend très triste d'entendre ça. Dans mon cas, ce qui se joue est d'une tout autre mesure parce que la médiatisation ne date pas de très longtemps, mais tout de même... D'une manière

générale, ce qui me choque, c'est de voir la ferveur que mettent des adultes à faire pression sur des jeunes qui ont entre 18 et 20 ans. À Sciences Po, des étudiants ont été exclus temporairement et sont traumatisés. On les appelle « les bannis ». Quand on manifestait devant l'école, des journalistes m'ont dit que je n'allais jamais trouver de travail. Les comptes LinkedIn sont aussi ciblés pour entraver la carrière professionnelle. Comme Monira le disait, les noms tournent. On doit faire face à l'extrême droite, d'autant que Sciences Po se situe dans un quartier très bourgeois où se trouvent les fiefs de la Cocarde ou de l'Action française. Bref, il y a vraiment une volonté de nuire qui ne se cache plus. Donc quand on parle d'« insécurité », pour nous, ça se pose clairement... Je pense qu'on a mesuré jusqu'où des gens de pouvoir étaient prêts à aller. Aujourd'hui, ce sont principalement de nouveaux étudiants, jeunes, qui reprennent le flambeau des mobilisations à Sciences Po. Mais c'est très compliqué pour eux d'avoir des interactions saines avec les médias, *a fortiori* dans un contexte où il y a une forte répression de l'État et de la police.

Tout ceci n'étant jamais inclus dans les sujets sur « l'insécurité » ou la « cancel culture », qui font pourtant régulièrement la Une des hebdomadaires et l'objet de débats médiatiques à n'en plus finir...

Monira Oui. Et de manière générale, je trouve quand même particulièrement frustrant de voir des gens qui n'y connaissent rien parler dans les médias de sujets que l'on connaît par cœur, que ce soit la campagne BDS ou de la Palestine. On est obligé de supporter des gens qui racontent n'importe quoi, alors qu'on pourrait vraiment avoir des débats. Peut-être ne pas être d'accord, mais au moins, ne pas être d'accord à propos de vraies choses, de vrais éléments. Mais il ne peut même pas y avoir « désaccord » puisqu'on ne cherche pas à savoir précisément ce dont on parle et qu'on ne nous donne jamais l'occasion de l'exprimer. Il y a une barrière complète entre les politiques et les grands médias d'un côté... et nous de l'autre, si loin. Il y a un mur infranchissable en fait. Il y a le mur en Palestine, mais j'ai l'impression qu'il est ici aussi.

Hicham Mais « les murs renversés deviennent des ponts »... C'est Angela Davis qui disait ça. ■

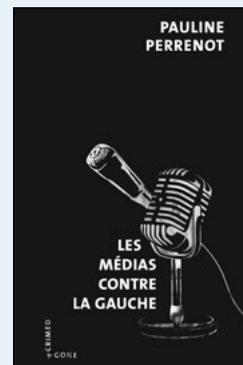
15. Lire « Un climat maccarthyste », *Médiacritiques* n°51, juillet-sept. 2024, p. 8.

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°

Tarif normal France: **20 €**

Tarif précaires France: **10 €**

Livraison à l'étranger: **30 €**

► **Je commande**

Le DVD « Les Nouveaux Chiens de garde »: **18,40€**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre « *Au nom de la démocratie votez bien!* », aux éditions Agone: **15 €**

Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespot: **21 €**

Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **18 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

Adresse:

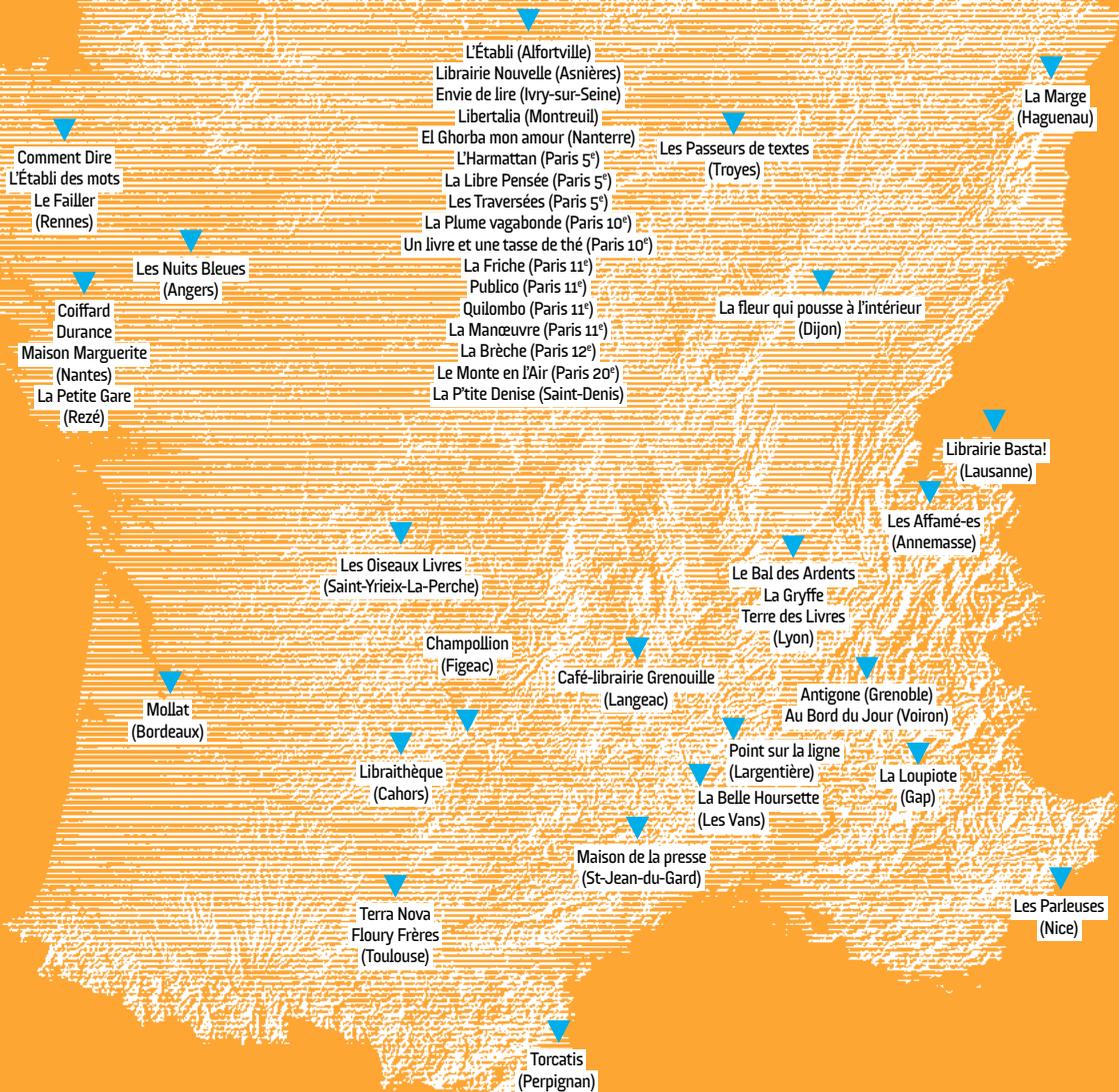
Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante: Acrimed – Maison des associations, 6 cours des Alliés – 35000 Rennes – Courriel: info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE



**Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?
Contactez-nous! info@acrimed.org**

MÉDIACRITIQUES

N°53

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

HIVER 2025

- 2** FACE À LA CENSURE,
L'ÉDITOCRATIE
EN ROUE LIBRE
- 8** INVITATIONS SUR FRANCE 5
LE CAS *FRANC-TIREUR*
- 10** UNE CRITIQUE
DE LA NORMALISATION
MÉDIATIQUE
DE L'AUTORITARISME
ET DU RACISME
- 14** PORTRAITS DE
JOURNALISTES DANS
LIBÉRATION: ENTRE-SOI
ET COMPLAISANCE
- 16** COMMENT FRANCE INTER
DÉFIGURE UN MOUVEMENT
ÉTUDIANT
- 30** PALESTINE
«LE DEGRÉ
DE DÉSHUMANISATION
ET D'INVISIBILISATION
EST SIDÉRANT»

ET DANS LES RUBRIQUES...

- 7** LOUIS SARKOZY: LE CAPITAL
MÉDIATIQUE S'HÉRITE AUSSI
- 9** CONSÉCRATION
ET PROMOTION:
LE POIDS DES ÉDITIONS
DE L'OBSERVATOIRE
- 13** LA PRESSE
SOUS PERFUSION DE LVMH
ET DE BERNARD ARNAULT